

Université de Montréal

**Identités ethniques et instrumentalisation politique au
Zimbabwe sous le régime de Mugabe**

Par
Alexis Guénel

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Travail dirigé présenté à la Faculté des arts et des sciences
En vue de l'obtention du grade de maîtrise
en science politique

Juillet 2018

Table des matières

Introduction	1
Chapitre 1 : Aspects méthodologiques et revue de la littérature sur les relations ethniques : comment délimite-t-on le concept de relations ethniques ?	7
1.1 Définition du concept d'identité ethnique et débats académiques	7
1.1.1 Le concept d'identité ethnique	7
1.1.2 Quels sont les débats entre ethnologie et politique dans la littérature spécialisée ?.....	9
1.1.3 Pourquoi la question ethnique est-elle si importante dans le contexte africain ?....	12
1.1.2 Démarche méthodologique.....	17
1.1.2.1 Méthode employée	17
1.1.2.2 Le choix des variables	18
1.1.2.3 Quelques hypothèses préliminaires	18
1.1.3 Le <i>process tracing</i> au cœur de notre cadre théorique de l'approche historique.....	19
Chapitre 2 : Origines des identités ethniques au Zimbabwe : d'où proviennent les différentes identités ethniques ?	21
2.1 Une cohabitation historiquement difficile entre Ndébélés et Shonas : rétrospective historique jusqu'en 1980	21
2.1.1 Premières rencontres entre Ndébélés et Shonas et coexistence mouvementée (1822-1889).....	21
2.1.2 Tensions ethniques sous le régime commercial impérial (1889-1965).....	24
2.1.2.1 La première guerre du Matabeleland (1893-1894) : les Européens saisissent la pertinence de l'instrumentalisation ethnique.....	24
2.1.2.2 La rébellion commune de 1896 : Shonas et Ndébélés ensemble contre l'oppression	26
2.1.2.3 Une nouvelle donne : Shonas et Ndébélés cohabitent sous l'autorité britannique dans un contexte de ségrégation raciale accrue.....	29
2.2 La guerre d'indépendance (1965-1979) : des conflits ethniques dénués d'une idéologie révolutionnaire claire.....	31
2.2.1 Le rôle et la représentation des deux groupes ethniques au cœur du conflit.....	32
2.2.1.1 Premières scissions au sein du mouvement nationaliste africain (1963-1965) : les leaders se déchirent sur des bases ethniques.....	32
2.2.1.2 Shonas contre Ndébélés : une crise de leadership au sein du mouvement révolutionnaire qui contraint le nationalisme à l'exil.....	33
2.2.1.3 L'opportunisme politique au-delà des clivages ethniques : quelle idéologie révolutionnaire ?.....	36
2.2.2 Aperçu de la démographie ethnique au Zimbabwe en 1980 : peut-on vraiment différencier les deux groupes ethniques ?	37
2.2.2.1 Une analyse culturelle des deux groupes	37
2.2.2.2 Une ambivalence entre Shonas et Ndébélés politiquement construite.....	39
Chapitre 3 : Instrumentalisation politique des identités ethniques au Zimbabwe : comment les identités ethniques ont-elles été instrumentalisées par le régime de Mugabe depuis 1980 ?	41
3.1 Premières violences à caractère ethnique puis tentatives de conciliation (1980-2000) .	42
3.1.1 La <i>Gukurahundi</i> (1983-1987) : l'illustration d'un conflit ethnique dans le cadre d'une lutte de pouvoir.....	42
3.1.2 Le référendum constitutionnel de 2000 et les élections présidentielles de 2002 : le régime se fragilise	45

3.1.2.1 2000 : le contre-exemple de la « renaissance africaine » de Thabo Mbeki.....	45
3.1.2.2 Les élections parlementaires de 2000 puis les présidentielles de 2002 : une opposition réprimée dans la violence et un retour du patriotisme exacerbé	47
3.2 Les considérations ethniques laissent place à des enjeux de pouvoir internes au régime	48
3.2.1 Opération <i>Murambatsvina</i> (2005) : le régime détruit les foyers d'opposition.....	48
3.2.2 Manœuvres politiques pour le contrôle ethnique du parti.....	51
3.2.3 Opération <i>Mavhoterapapi</i> (2008) : l'arbre qui cache la forêt	53
Conclusion.....	55
Bibliographie.....	59
Annexes.....	63
Annexe 1 : Les différentes divisions dans le mouvement nationaliste entre 1963 et 1974 (Sithole 1980, 32).....	63
Annexe 2 : Les groupes ethniques au Zimbabwe selon leur poids démographique et leur appartenance aux deux groupes majoritaires (Sithole 1980, 21)	64
Annexe 3 : La distribution des groupes ethniques au Zimbabwe (Sithole 1980, 22) ...	65

Introduction

L'un des symboles actuels du Zimbabwe est le site archéologique du Grand Zimbabwe au sud du pays. Principalement construit entre 1300 et 1450 (Hall et Steffoff 2006, 35), il représente le cœur du pouvoir politique et économique des Shonas durant cette période (Hall et Steffoff 2006, 35). Sans narrer l'Histoire de ce peuple, il est important de revenir sur des moments marquants dans la logique séquentielle présentée par Pierson (2004).

Le mot « Shona » est un terme linguistique généralement utilisé pour désigner les groupes ancestraux Karanga, Rozwi et les communautés plus modestes qui ont peuplé la région auparavant (Willis 1985, 20). Ce flou concernant la délimitation du terme est l'un des enjeux majeurs auquel l'on fait face dans notre recherche puisqu'il est difficile de désigner directement certains groupes comme Shonas. Ainsi, nous considérons qu'il est préférable de présenter comme Shona les groupes et les individus qui se désignent eux-mêmes ainsi.

D'ailleurs, Willis avance que les premiers Shonas ne s'identifiaient pas comme tels mais ont plutôt hérité de cette dénomination du nom du plateau du Mashonaland sur lequel ils se sont installés au milieu du XI^{ème} siècle, en provenance des régions au nord du Zambèze (Willis 1985, 20). À partir de cette époque, les différentes tribus shonas qui se constituent en une forme de confédération peuplent un territoire situé entre les deux principaux fleuves, à savoir le Zambèze au nord et le Limpopo au sud. Cette région riche en or est alors l'enjeu principal des routes commerciales d'Afrique australe¹, d'où la construction du Grand Zimbabwe autour de 1300, prouesse archéologique inexplicable pour les premiers colons européens (Smith 1986, 188). À la fin du XV^{ème} siècle, alors que l'or est de plus en plus difficile à atteindre dans les profondeurs des mines du plateau, la forteresse du Grand Zimbabwe est délaissée et une scission majeure s'opère chez les Shonas avec deux nouveaux États distincts. À l'ouest se développe la dynastie

¹ Les routes commerciales ont fait du Plateau du Zimbabwe un lieu stratégique. En effet, l'or était exporté vers les régions côtières de l'actuelle Tanzanie pour être vendu aux marchands arabes qui commerçaient ensuite jusqu'en Méditerranée (Hall et Steffoff 2006, 34-7).

Torwa dont la capitale est Khami tandis que le royaume Mutapa s'instaure au centre (Hall et Steffoff 2006, 37-8). Si des conflits militaires ont lieu entre les différentes tribus et royaumes, ceux-ci sont marginaux, largement en raison de leur structure politique similaire mais malgré tout décadente. En effet, le premier européen à traverser la région en 1512 observe :

an already disintegrating confederacy of Shona kingdoms, each ruled over by a royal family of Rozwi stock, with the Shona themselves established in an aristocratic relationship to an earlier-settled Iron Age population whom they employed in the mining of gold and perhaps for building in stone (Willis 1985, 23).

Ce sont ensuite les Portugais qui imposent leur autorité entre la fin du XVI^{ème} siècle et 1693, date à laquelle ils sont chassés hors du plateau par les soldats du Royaume de Guruhuswa dont on ne dispose que de peu d'informations (Willis 1985, 26). Cette lutte pour la liberté favorise finalement l'émergence d'une nouvelle entité politique englobante, l'Empire Rozwi², alors que la puissance coloniale européenne avait progressivement coupé les liens entre les populations vivant sur le plateau et les zones côtières, marquant une période de repli des peuples shonas sur eux-mêmes (Hall et Steffoff 2006, 38-40 ; Willis 1985, 26).

L'Empire rozwi, selon Willis (1985, 28) qui se fonde sur des constats historiques originaires du XVIII^{ème} siècle, a fait fuir des groupes minoritaires vers le nord tout en se considérant comme une communauté supérieure. Or, cet empire s'effondrera brutalement en 1834 quand un peuple, les Ndébélés, venu du sud viendra s'installer dans la région (Becker 1962, 190).

Ce peuple des Ndébélés dispose d'une histoire bien différente de celle des Shonas. Alors que ces derniers représentaient une agrégation de communautés voisines liées par des interdépendances économiques du commerce de l'or, les Ndébélés proviennent du Royaume zoulou, sur les côtes sud-africaines de l'Océan indien.

² Le peuple rozwi semblerait être originaire du bassin congolais du Zambèze qu'il aurait quitté autour de 1325 (Willis 1985, 22). S'il ne prend de l'importance qu'à la fin du XVII^{ème} siècle, il fait partie de nombreux groupes cohabitant sur le plateau aux côtés de la dynastie Torwa et du royaume Mutapa.

En 1822, un lieutenant du roi des zoulous, Shaka, décide de quitter le royaume avec un groupe de trois cents jeunes soldats (Becker 1962, 45-8 ; Blake 1977, 15-6). Ce leader charismatique du nom de Mzilikazi³ emmène donc ses troupes vers le nord et parcourt de nombreux territoires d'Afrique australe, connaissant par ailleurs des combats sanglants face aux premiers Boers⁴ de la région qui le poussent constamment vers le nord (Becker 1962, 207-20 ; Ndlovu-Gatsheni 2008, 38), avant de s'installer définitivement dans la région de Bulawayo, au cœur du Matabeleland en 1840 (Becker 1962, 226-9 ; Blake 1977, 19). Ces dix-huit années de recherche pour un territoire propice au développement d'un groupe de soldats toujours grandissant leur vaut le nom de Ndébélé⁵, signifiant « people of long shields » (Blake 1977, 16).

Nous venons ainsi de poser les premières bases d'un historique nécessaire pour saisir les enjeux ethniques qui caractérisent le Zimbabwe depuis plus de deux cent ans. Grâce à cette démarche que l'on inscrit dans l'approche historique, nous nous permettons de se concentrer ensuite sur seulement quelques événements marquants dans l'Histoire des relations ethniques dans le pays. Bien que nous étudions donc des faits isolés, il est important de les intégrer dans une perspective de long terme et nous emploierons donc la démarche méthodologique du *process tracing* de Paul Pierson (2004) comme fondement à notre recherche.

Si nous concevons la rétrospective historique comme vitale à la compréhension des enjeux modernes d'ethnicité au Zimbabwe, notre étude montrera qu'une approche historique est primordiale tant les conflictualités ethniques ont des origines profondes dans cet État africain. Ce cheminement se fondera sur plusieurs hypothèses détaillées plus longuement dans la

³ Le nom de Mzilikazi signifie « la grand-route » en zoulou (Becker 1962, 20).

⁴ Les premiers Boers de la région sont nommés les Voortrekkers et Mzilikazi les combat au cours des années 1836 et 1837.

⁵ Dans la linguistique locale, les termes Ndébélé et Matabélé sont interchangeables. En effet, les Ndébélés sont aussi connus sous le nom de Matabélés lorsqu'ils atteignent et s'installent dans la région du Matabélé en 1840 (Blake 1977, 16).

première partie de cette recherche. Néanmoins, notre objectif au cours de notre démonstration sera de montrer que les conflits ethniques que connaît depuis des décennies le Zimbabwe sont fondés sur des bases historiques qui sont le fruit des migrations de populations du XIX^{ème} siècle mais également de l'instrumentalisation faite par les Européens. Cette tradition de manipulation des identités ethniques se retrouvera tout au long de notre étude puisque nous mettrons en avant le rôle des leaders politiques africains dans la définition des identités ethniques à l'approche de la lutte révolutionnaire des années 1960-1970. Finalement, nous montrerons que Robert Mugabe s'est appuyé sur l'instrumentalisation des identités ethniques pour affirmer son autorité avant de prendre une orientation plus réactionnaire après l'échec référendaire de 2000 qui le mettra face à des réalités politiques qu'il ne contrôle pas.

De manière sous-jacente à ces considérations ethniques, notre recherche s'est implicitement basée sur les enjeux de pouvoir derrière les conflits ethniques. Nous verrons que la question ethnique est souvent utilisée comme un voile pour masquer une réalité bien différente où les manœuvres politiques visant à accéder aux plus hautes sphères du pouvoir sont nombreuses.

Notre travail sera donc principalement axé autour de la question suivante : comment les identités ethniques ont-elles été instrumentalisées dans le système politique zimbabwéen depuis 1980 ?

Pour traiter de cette question, nous allons commencer, dans une première partie, par bien définir nos concepts en lien avec l'ethnicité. Au-delà des simples définitions, nous aborder quelques débats relatifs aux enjeux ethniques dans la littérature scientifique. Par la suite, nous présenterons notre cadre méthodologique pour cette recherche.

La seconde partie de notre étude répondra à la question suivante : d'où proviennent les différentes identités ethniques au Zimbabwe ? Avec la stratégie du *process tracing*, nous affirmons qu'une rétrospective historique doit être menée afin de bien saisir les enjeux de la formation des identités ethniques.

Par conséquent, nous aborderons dans un premier temps la thématique de l'origine des deux ethnies majeures du Zimbabwe : les Shonas et les Ndébélés. Une première section visera à analyser comment se sont formés ces deux groupes et quelles ont été leurs premières interactions entre eux, principalement de 1822 à 1889, période marquant les premiers pas de l'ethnie Ndébélé et l'établissement du régime commercial impérial. Par la suite, notre seconde section s'étendra sur les premières tensions ethniques majeures apparues entre les deux communautés à l'arrivée des colons européens en 1889 jusqu'à la guerre d'indépendance de 1965-1980. Au cours de ce siècle d'Histoire, nous verrons que divers événements ont forgé la relation entre Shonas et Ndébélés tandis que la puissance coloniale est parfois mêlée à ces considérations ethniques locales.

Dans un second temps, nous analyserons la guerre d'indépendance de 1965 à 1980. Nous procéderons à une analyse politique des événements toujours dans l'angle ethnique. Cette section aura pour but de mettre en perspective le rôle et la représentation des deux groupes ethniques dans ce conflit symbolique pour le pays. La deuxième section visera à prendre du recul sur l'Histoire afin de se demander si les deux groupes ethniques connaissent de véritables divisions profondes comme le laissent présager des observateurs ou même des figures politiques nationales. Nous dresserons donc un portrait de la situation démographique et ethnique au Zimbabwe à l'aube du nouvel État indépendant en 1980.

La troisième partie de notre recherche se concentrera sur le mécanisme politique d'instrumentalisation des identités ethniques au Zimbabwe. Nous reprendrons ainsi notre question de recherche afin de passer au crible certaines séquences de l'Histoire du pays, à la manière de Pierson (2004).

Dans une première sous-partie seront analysées les premières politiques à caractère ethnique du régime de Mugabe, principalement entre 1980 et 2000. Une section sera consacrée à la *Gukurahundi* de 1983 à 1987 qui est l'illustration d'un conflit ethnique au cœur d'une lutte de

pouvoir entre les deux groupes. Par la suite, la section suivante se questionnera sur un aspect plus institutionnel, celui du référendum constitutionnel de 2000. Au travers de l'étude de cet événement politique marquant, nous chercherons si Mugabe a tenté d'asseoir la domination de son groupe sur les Ndébélés.

La seconde sous-partie mettra en lumière plusieurs opérations politiques et militaires qui ont eu pour ambition de diviser l'électorat et l'opposition depuis 2000. En voulant mobiliser le facteur ethnique pour transcender les partisans du parti au pouvoir, Mugabe a modifié son approche de la politique.

Chapitre 1 : Aspects méthodologiques et revue de la littérature sur les relations ethniques : comment délimite-t-on le concept de relations ethniques ?

1.1 Définition du concept d'identité ethnique et débats académiques

1.1.1 Le concept d'identité ethnique

Peu considérée dans les écrits des pères fondateurs de la sociologie politique, la notion d'ethnicité est aujourd'hui entrée dans le langage commun alors même que peu d'auteurs prennent le temps de définir les contours de ce concept (Cohen 1978). Ainsi, en préalable à notre recherche, il convient de prendre le temps d'explicitier ce terme.

Dérivé du mot grec *ethnos*, renvoyant lui-même à *ethnikos*, ethnie signifie originellement païen, appellation quelque peu péjorative pour désigner un individu dénué de la civilisation au sens grec de l'éducation au sein de la cité (Amselle et M'Bokolo 2005, 14 ; Eriksen 1993, 4 ; Hutchinson et Smith 1996, 4). Au fil du temps, le terme d'ethnie prend un sens plus positif et s'applique aux communautés étrangères au sein d'une communauté nationale comme les Italiens ou les Irlandais aux États-Unis, en opposition à la vaste population d'origine anglaise (Eriksen 1993, 4). Pour autant, comme le souligne Chrétien (Chrétien et Prunier 2003, IX), « le mot ethnie (...) semble devoir s'appliquer toujours aux « autres », à une altérité périphérique infériorisée, à des sociétés nègres, balkaniques ou orientales *a priori* arriérés et folklorisés », ce qui dénote une utilisation de ce terme par le colon plutôt que par le colonisé qui est désigné malgré lui comme un « autre ».

Si le concept d'ethnicité ramène souvent l'imaginaire collectif à un groupe d'individus au statut de minorité dans une société, Eriksen définit ainsi l'ethnicité en termes anthropologiques : « it refers to aspects of relationships between groups which consider themselves, and are regarded by others, as being culturally distinctive » (1993, 4). Cette caractérisation du terme d'ethnicité sous-entend qu'il s'agit d'un phénomène socialement construit tant dans le rapport à soi-même que vis-à-vis de l'autre, c'est donc le fruit de relations sociales et historiques (Ndlovu-Gatsheni 2008, 32). Le positionnement terminologique d'Eriksen s'inscrit dans un cadre théorique constructiviste proche du nôtre puisqu'il montre que la réalité empirique des

identités ethniques est une construction sociale et que le groupe ethnique se définit toujours dans un environnement contextualisé, ainsi, il n'aura pas la même forme selon les époques ou les espaces géographiques dans lesquels il se développe.

Néanmoins, un point essentiel dans la définition de l'ethnicité est le fait que les groupes ethniques doivent entretenir des contacts entre eux et se percevoir comme des communautés culturellement différentes l'une de l'autre (Eriksen 1993, 11-2). Dans cette logique, Yelvington ajoute que l'ethnicité peut aussi être « defined as a social identity (based on a contrast vis-à-vis others) characterised by metaphoric or fictive kinship » (Yelvington 1991, 168). Par conséquent et comme le présente Eriksen, les groupes ethniques développent des imaginaires collectifs au regard d'une origine commune de leurs membres tout en entretenant des idéologies promouvant l'endogamie (Eriksen 1993, 12).

Pour autant, la vision d'Eriksen n'est pas partagée par tous. Ainsi, les primordialistes – qui insistent sur l'aspect naturel voire biologique du caractère ethnique – sont convaincus que les relations sociales n'entrent que peu en compte dans la construction de l'identité ethnique. Geertz affirme donc que les liens primordiaux qui rassemblent les individus d'un groupe sont « donnés » dans leur existence sociale :

These congruities of blood, speech, custom, and so on...have an ineffable, and at times overpowering, coerciveness in and of themselves. One is bound to one's kinsman, one's neighbour, one's fellow believer, ipso facto; as the result not merely of personal affection, practical necessity, common interest, or incurred obligation, but at least in great part by virtue of some unaccountable absolute import attributed to the very tie itself. The general strength of such primordial bonds, and the types of them that are important, differ from person to person, from society to society, and from time to time. But for virtually every person, in every society, at almost all times, some attachments seem to flow more from a sense of natural—some would say spiritual—affinity than from social interaction (1973, 259-60).

Finalement, si aucune définition consensuelle de l'ethnicité n'émerge des débats académiques, nous considérons que celle avancée par Eriksen (1993, 4) est trop vague tandis que nous n'adhérons pas à une vision primordialiste comme celle de Geertz où les liens sont

inhérents aux individus. Nous préférons ainsi la position instrumentaliste de Hobsbawm (1983,

1) :

a set of practices, normally governed by overtly or tacitly accepted rules and of a ritual or symbolic nature, which seek to inculcate certain values and norms of behaviour by repetition, which automatically implies continuity with the past. In fact, where possible, they normally attempt to establish continuity with a suitable historic past'.

Cette notion de continuité historique nous amène donc au concept d'ethnisme. Ce terme, important pour notre étude, va au-delà de l'idée d'une appartenance à un groupe ethnique. L'ethnisme correspond au « fait de donner à cette identité de naissance un caractère prioritaire et primordial, de lui conférer un substrat naturel et quasi biologique, de justifier une hantise et un refus de l'autre, au nom d'une obsession de pureté, de transformer des compatriotes en étrangers dans leur propre pays » (Chrétien et Prunier 2003, XIV). Cette définition rappelle sans aucun doute des souvenirs difficiles de conflits ethniques où la violence a été cruelle et aveugle tel que dans les contextes rwandais, ivoiriens, libanais, birmans ou encore au Nigéria (Horowitz 1985, 443). Et comme le précise très bien Chrétien dans l'introduction de son ouvrage *Les ethnies ont une histoire* (2003, XIV), « évoquer un problème ethnique, n'est-ce pas souligner l'existence d'un ethnisme » ? Dans notre démarche, il conviendra de porter une attention particulière à ne pas tomber dans les simplifications, pourtant très courantes lorsque l'on s'interroge sur les questions ethniques en Afrique tout en identifiant si les identités ethniques au Zimbabwe ont été portées vers l'ethnisme par les dirigeants politiques.

1.1.2 Quels sont les débats entre ethnie et politique dans la littérature spécialisée ?

Lorsque l'on se penche sur les débats académiques sur la question ethnique, le rapport au politique est toujours très marqué. Plusieurs questions sont donc à éclaircir à ce sujet.

La première interrogation est de savoir de quel type de groupe ethnique parle-t-on ? Selon la typologie d'Eriksen (1993, 12-5), il en existe quatre catégories. La première regroupe les minorités ethniques urbaines, principalement les migrants dans les banlieues urbaines européennes qui vivent des discriminations et du racisme dans leur société d'accueil (Eriksen

1993, 13). La seconde catégorie fait référence aux peuples indigènes, qui disposent de peu de pouvoirs politiques ou économiques, qui n'ont pas un territoire circonscrit à un État et qui peinent à s'intégrer dans les sociétés modernes actuelles, comme avec les Sami du nord de la Scandinavie ou les Jívaros d'Amazonie (Eriksen 1993, 14). Les deux catégories suivantes nous concernent plus particulièrement. La première d'entre elles fait référence aux mouvements ethno-nationalistes comme les Kurdes ou les Palestiniens qui désirent acquérir une autonomie ou une indépendance afin de s'autogouverner (Eriksen 1993, 14) tandis que la seconde concerne les groupes ethniques dans les sociétés pluralistes, comme le Zimbabwe, héritées d'États coloniaux avec une population hétérogène (Eriksen 1993, 14).

Une des principales différences entre les groupes ethno-nationalistes et les groupes ethniques au sein de sociétés pluralistes est leur approche vis-à-vis du système politique. Ainsi, les premiers auront une vision plus proche d'un jeu à somme nulle où leur appartenance à un État qu'ils perçoivent comme étranger sera néfaste à leur développement. Les seconds s'accommoderont de vivre dans une société où ils n'exercent pas le pouvoir mais chercheront à s'en accaparer par une voie plus traditionnelle, comme le système électoral par exemple. Dans notre recherche, nous considérons que les groupes étudiés seront ancrés dans cette dernière catégorie puisque les Shonas comme les Ndébélés cohabitent au sein du Zimbabwe depuis plus d'un siècle et l'attribution du pouvoir est jugé sur une base électorale prévue par la Constitution (Zimbabwe 1980).

Une autre question que soulève la littérature spécialisée est celle de la construction des ethnies. Comment s'expriment-elles ? Nous l'avons vu, la définition même du concept d'ethnicité diffère selon les auteurs. Néanmoins, des caractéristiques particulières font que des individus se déclarent de tel ou tel groupe ethnique ; il s'agit notamment de l'organisation politique de la communauté, de son nom, de sa culture, son territoire et ses délimitations, de ses croyances, des liens de parenté entre les membres et, plus important encore, de sa langue

(Chrétien et Prunier 2003, 132 ; Eriksen 1993, 11 ; Nash 1989, 10-5 ; Rothchild 1997, 3 ; Shapiro et Kymlicka 1997, 10). Pour autant, une étude menée par Moerman (1965) auprès du peuple Lue en Thaïlande montre que ces critères ne sont pas exclusifs ou même toujours partagés par un groupe. Par conséquent, il est difficile de définir un groupe ethnique par ses traits sociologiques. Moerman (1965, 1219) suppose alors qu'un individu se définit membre d'une communauté ethnique par son sentiment d'appartenance à celle-ci⁶ et cette conclusion est désormais un postulat majeur en anthropologie (Eriksen 1993, 11). Cette vision se vérifie dans bien des situations du quotidien en Afrique puisque l'entraide et la solidarité au sein d'un groupe ethnique sont toujours plus intenses (Eriksen 1993, 31 ; Ndembou 2006). Dans un article de 1985, Masipula Sithole (1985, 182) rappelle néanmoins la prépondérance du langage comme élément fondamental d'un groupe ethnique.

Un autre débat que nous considérons digne de mention est celui de l'opposition entre nation et ethnies. Chrétien affirme que ces deux concepts ne sont pas identiques puisqu'ils « désignent deux projets politiques concurrents. Il s'agirait apparemment d'une opposition entre des États indépendants enracinés dans une histoire qui les légitime et des particularismes ne reflétant que des appartenances culturelles locales » (Chrétien et Prunier 2003, XI). Or, à travers l'Afrique (Botswana, Éthiopie) et le monde (Kazakhstan, Birmanie), nous pouvons voir des États-nations où ces deux concepts sont entremêlés. Par conséquent, Chrétien précise que « l'enjeu est plutôt celui d'une confrontation entre un idéal de citoyenneté et un idéal communautaire » (Chrétien et Prunier 2003, XI). De son côté, Eriksen accentue plutôt sur le rapport à l'État. Il avance que si le nationalisme joue tout autant que l'ethnisme sur l'importance des similarités culturelles ou de la frontière tracée entre les membres et « les autres », son essence est l'accaparement du pouvoir (Eriksen 1993, 6). Pour Gellner, le nationalisme est un principe politique et c'est le sentiment nationaliste qui trouve sa pertinence dans l'affrontement,

⁶ « Someone is Lue by virtue of believing and calling himself Lue and of acting in ways that validate his Lueness » (Moerman 1965, 1219).

parfois violent, pour la satisfaction d'une injustice commise au groupe en question (Gellner 1983, 1). En conclusion, on peut voir que nation et ethnie peuvent se soutenir mutuellement puisque « l'ethnicité ne produit des ethnismes que dans l'orbite de la quête du pouvoir » (Chrétien et Prunier 2003, XIII). Cette perspective a ainsi le mérite d'être en adéquation avec la définition d'ethnicité que nous retenons, à savoir qu'elle détermine la relation entre ethnie et nation en termes de représentations et de comportements plus qu'en rapport à des situations figées dans l'espace et le temps, immuables en raison d'une vision trop restrictive.

Finalement, il existe un débat académique entre les « primordialistes » et les « instrumentalistes » au sujet de l'ethnicité (Horowitz 2002, 78-82 ; Hutchinson et Smith 1996, 8-9). Cette opposition se forge autour de la question des motivations derrière l'appartenance à un groupe ethnique, ceci venant ainsi remettre en cause notre définition du concept. En effet, si les primordialistes comme Geertz (1973) considèrent que l'ethnicité est une identité intrinsèque à un individu en raison de ses liens du sang, de sa langue ou encore de sa culture, les instrumentalistes tels qu'Hobsbawm (1983) affirment que le caractère ethnique est plutôt guidé par des motivations d'ordre matérialiste (Hutchinson et Smith 1996, 8-9). Ainsi, nous nous positionnons quelque peu entre ces deux écoles puisque si nous reconnaissons le caractère primordial et inhérent de l'ethnicité pour un individu, nous percevons la forme de celle-ci comme le fruit de relations sociales avec les autres groupes. Par conséquent, et au vu de la typologie alternative avancée par Hutchinson et Smith (1996, 9-10), nous entrons dans la tradition « *social psychological* » de Horowitz (1985).

1.1.3 Pourquoi la question ethnique est-elle si importante dans le contexte africain ?

L'Histoire de l'Afrique est aussi longue que méconnue. Pourtant, un événement majeur comme la Conférence de Berlin (1884-1885) est d'une importance capitale pour saisir certains enjeux relevant de l'ethnicité sur le continent africain de nos jours. En effet, pour le découpage de l'Afrique, les grandes puissances coloniales se sont emparées des terres sur lesquelles elles avaient déjà une emprise militaire tout en délimitant les sphères d'intérêt (Wills 1985, 122).

L'une des rares contraintes au développement colonial dans la région est alors que les puissances coloniales doivent être en mesure d'administrer de manière efficace le territoire dont elles s'emparent (Wills 1985, 174 et 185). Cette perspective ne se préoccupe alors pas des communautés indigènes qui peuplent le continent depuis des millénaires. Les traités signés à la Conférence de Berlin n'ont ainsi qu'une valeur internationale et non locale puisque les parties indigènes ne sont pas représentées (Wills 1985, 203). Or, outre cette omission volontaire des Africains⁷ dans le processus de traçage des frontières sur le continent, le manque de connaissance de la part des puissances coloniales au sujet de leurs territoires annexés et des populations les occupant est capital. Premièrement, les Européens ne connaissaient, en 1885, que peu des territoires au cœur de l'Afrique, d'où les nombreux abus suivants ce principe d'occupation efficace des territoires puisque les colons s'emparèrent de terres au-delà de leurs zones côtières contrôlées (Herbst 2000, 71-2). Deuxièmement, les populations, leurs coutumes et leurs relations inter-groupes n'étaient pas connues. Par conséquent, les délimitations des frontières ont creusé des antagonismes ethniques, parfois inexistantes avant la période coloniale et le célèbre cas du Rwanda en est une illustration parfaite (Gahama et Mvuyekure 2003, 303-6).

Outre les dégâts irréremédiables résultants de la Conférence de Berlin, l'Histoire coloniale a rendu la question ethnique pertinente dans la discipline de la science politique. Nous avons affirmé que l'ethnicité est une question de sentiment d'appartenance et de relations à l'autre peut-être plus que de valeurs culturelles. Nous pourrions alors établir un panorama des groupes ethniques en Afrique avant la colonisation, image qui serait pourtant bien différente au moment de la vague d'indépendances des années 1960. En effet, comme le présente Chrétien, la référence ethnique « désigne des réalités héritées souvent de très loin, mais bel et bien recomposées dans leur nature et dans leurs contours durant la période coloniale » (Chrétien

⁷ Dans notre recherche, nous utiliserons les termes « Africains » et « Européens » pour respectivement désigner les populations noires et blanches conformément à la littérature spécialisée.

2003, IX). Cet argument de Chrétien est intéressant par sa double portée. D'un côté, il précise que le caractère ethnique a évolué dans son essence même, c'est-à-dire que les symboles qui font d'un individu un membre du groupe ne sont pas monolithiques à travers le temps. D'un autre côté, il affirme que les groupes ethniques n'ont plus les mêmes frontières, que certains se sont rapprochés tandis que quelques autres se sont divisés.

Cette recomposition du paysage ethnique n'est pas un hasard puisqu'il est le fruit de la volonté des puissances européennes à effacer l'Histoire précoloniale de l'Afrique pour s'arrêter sur des clichés de l'époque. Ces derniers s'appuient sur des interprétations de la Bible ou des écrits de philosophes comme Hegel qui affirmait au sujet de l'Afrique que « ce continent n'est pas intéressant du point de vue de sa propre histoire, mais par le fait que nous voyons l'homme dans un état de barbarie et de sauvagerie qui l'empêche encore de faire partie intégrante de la civilisation » (Hegel 1830, 245). Ainsi, le regard européen était « négateur d'Histoire, il arrêta le film du passé de l'Afrique pour le remplacer par une collection de photos stéréotypées » (Chrétien 2003, VIII). Par l'imposition de structures gouvernementales et administratives transitoires à l'échelle nationale, les puissances coloniales n'ont pas cherché à prendre en considération les volontés populaires locales (Rothchild 1997, 6). Avec l'administration coloniale, les Européens ont mis en concurrence des individus provenant d'ethnies diverses et ont accru les assentiments entre ces groupes (Rothchild 1997, 7). Les dirigeants coloniaux locaux ont donc relevé ou créé des antagonismes entre plusieurs communautés locales afin d'atteindre l'hégémonie économique et ne pas craindre un soulèvement populaire des autochtones (Young 1994, 235-6).

Un dernier enjeu pertinent à notre recherche touchant aux questions ethniques est le rôle du néopatrimonialisme dans les sociétés africaines. Entre traditionnalisme et modernisme, cette forme de gestion du pouvoir et des richesses nationales pose des questions intéressantes dans la mesure où l'on peut se demander quelle est l'influence du groupe ethnique dans la prise de

décision du *big man*. Médard nous rappelle que le *big man* est ce dirigeant politique qui s'entoure d'un noyau patrimonial caractérisé par le « pouvoir personnel, l'appropriation, l'échange, l'accumulation, l'exploitation et la générosité » (Médard 1991, 337), autant de mécanismes d'accaparement et de redistribution de la richesse qui peuvent être étudiées sous le prisme de la question ethnique. Médard mentionne également la personnalisation du pouvoir comme un trait particulier de l'État néopatrimonial (1991, 339). Cette personnalisation s'illustre par l'absence de distinction entre la sphère privée et la sphère publique, le dirigeant politique vit alors toujours dans cette ambiguïté qu'il peut d'ailleurs cultiver volontairement. Dans le cas du Zimbabwe, cette thématique fait surgir plusieurs interrogations : le régime de Mugabe était-il patrimonial ? Le clientélisme est-il une de ses caractéristiques ? Comment s'illustre la relation entre le groupe ethnique du président et Robert Mugabe ? Voici autant de questions qui trouveront des tentatives de réponses.

Nous venons ainsi de mentionner quelques sujets qui soulignent l'importance de l'enjeu ethnique sur le continent africain. S'il en existe bien d'autres, ceux avancés nous permettront de progresser dans notre réflexion, telles des hypothèses de départ. Il convient maintenant de se pencher sur les aspects méthodologiques de notre recherche.

1.2 Aspects méthodologiques

1.2.1 Justification du sujet et sa problématique

Au moment de son indépendance en 1980, le Zimbabwe est promis à un avenir des plus riches. Pourtant, le destin de ce pays a rapidement évolué vers une tragédie que plusieurs auteurs essaient aujourd'hui de décrypter. Bourne se demande en 2011 : « How could a country which emerged triumphantly only thirty years ago from a brutal civil war embark so defiantly on a suicidal course? » (Bourne 2011, XVI) tandis que Compagnon ajoute la même année : « Who would have expected Zimbabwe to become the « sick man » of southern Africa? » (Compagnon

2011, 1). Par conséquent, notre recherche a pour but de procéder à une revue de la littérature afin de formuler quelques éléments de réponse expliquant cette trajectoire désastreuse qu'a connu le Zimbabwe depuis 1980, tout ceci à partir de l'angle ethnique.

Le choix de ce sujet est aussi justifié par un intérêt marqué pour la vague de démocratisation des années 1990 et ses conséquences sur le continent africain. Horowitz fait remarquer que les années 1960 en Afrique ont été marquées par les luttes pour l'indépendance qui ont établi les bases de la répartition du pouvoir politique au sein des États africains (Horowitz 1985, 187-8). Par la suite, la vague de démocratisation apporte un correctif à cette situation puisque les années 1990 sont caractérisées par une volonté des divers groupes politiques à prendre, reprendre ou conserver le pouvoir dans un contexte où le colonialisme ne semble plus être en mesure d'être de retour (Albaugh 2011, 389). Cette décennie de la vague de démocratisation amène ainsi à une nouvelle lutte entre les groupes ethniques pour savoir qui va obtenir le pouvoir (« who own the state »). C'est également une période où les identités ethniques s'affirment dans ce cadre de concurrence politique pour l'obtention du pouvoir. Il nous intéresse donc de savoir quels instruments politiques ont été employés par le régime de Mugabe pour se maintenir à la tête du Zimbabwe alors que le panorama politique africain connaissait des bouleversements majeurs.

Enfin, comme nous l'avons aussi présenté dans notre première section avec notamment l'appui des écrits d'Eriksen (1993, 11-2), les groupes ethniques sont des communautés entretenant des relations sociales avec d'autres groupes (dans la logique de la sociologie interactionniste de Weber) mais ils tentent également de perpétuer une certaine forme d'endogamie en lien avec le mythe d'une origine commune. Max Weber est plus critique et évoque une origine artificielle aux croyances dans une ethnicité commune (Weber 1971, 417). Or, cette vision, qui est parfois attribuée au sectarisme, peut être utilisée via des discours populistes afin de mobiliser des populations dans une lutte sociale ou politique. Albaugh (2011,

389) reconnaît d'ailleurs que les identités ethniques sont des formes malléables et déchaînent aisément les passions, favorisant les recours à l'ethnicité dans des processus électoraux.

Au vu de tous ces éléments, notre problématique sera la suivante : comment les identités ethniques ont-elles été instrumentalisées dans le système politique zimbabwéen depuis 1980 ?

1.1.2 Démarche méthodologique

1.1.2.1 Méthode employée

Notre recherche fera l'objet d'une étude de cas, celui du Zimbabwe. Nous établissons notre période d'analyse entre 1980 et 2017 afin de prendre en considération le déroulement historique et politique post-indépendance jusqu'à la fin du régime de Mugabe l'automne dernier. Néanmoins, et comme nous le verrons dans la partie suivante, nous adopterons une démarche historiographique en remontant aux origines des groupes ethniques étudiés afin de mieux saisir leur essence et leur forme. Par les moyens limités dont nous disposons, à savoir que nous ne procédons qu'à une recherche documentaire dans la littérature scientifique pertinente, nous n'avons pas l'ambition ou la prétention d'établir un cadre théorique novateur. L'objectif de notre recherche est plutôt d'obtenir une meilleure compréhension d'un objet particulier – celui de l'identité ethnique – dans un contexte donné – celui du Zimbabwe actuel.

En adoptant la méthode de l'étude de cas (*small-N*), nous chercherons ainsi à générer des hypothèses sur la thématique de l'impact de l'identité ethnique sur un régime politique, en référence à la typologie de Lipjhart sur les études de cas (Collier 1993, 107). Nous sommes bien au fait qu'une étude plus étoffée avec notamment un plus grand nombre de cas mettrait en perspective nos conclusions afin de montrer si la situation au Zimbabwe relève d'un cas unique ou bien peut être intégrée à des typologies déjà existantes.

Notre démarche, appuyée sur le cadre théorique de l'approche historique, consiste à adopter une vision générale des relations ethniques, avec un focus macro, avant de s'intéresser progressivement à ces relations sous le prisme d'actions individuelles et politiques. Ainsi, la

première partie de notre étude reprendra un historique des groupes ethniques tandis que nous arriverons, à terme, à une analyse sur les leaders politiques de ces groupes. Nous répondons par cette stratégie à une inquiétude de Ndlovu-Gatsheni qui reproche aux chercheurs en sciences sociales de théoriser sans prendre en considération le fait historique et aux historiens d'historiciser en dehors de tout cadre théorique (Ndlovu-Gatsheni 2009, 179). Dans un texte de 1993, Richard Sklar (1993, 83-4 et 86) critique aussi les politologues de s'éloigner de la réalité africaine.

1.1.2.2 Le choix des variables

Nous avons présenté plus haut les raisons justifiant le choix de l'angle ethnique comme variable principale dans notre recherche. Il est néanmoins évident que ce choix est contestable au vu des nombreuses variables (acteurs internationaux, question religieuse, répartition de la richesse et des ressources naturelles...) que nous propose notre cas d'étude. Nous considérons ces variables comme constantes dans notre démarche mais gardons bien à l'esprit qu'elles constituent autant d'angles d'attaque pour des recherches ultérieures. Il nous semble donc préférable de se limiter à l'identité ethnique au vu des ressources dont nous disposons, d'autant plus qu'elle paraît fondamentale dans la compréhension du régime politique zimbabwéen.

1.1.2.3 Quelques hypothèses préliminaires

Devant la complexité que représente la question des identités ethniques, nous avons dû construire nos hypothèses de départ autour de postulats avancés dans la littérature spécialisée. Certaines d'entre elles ont retenu notre attention et méritent réflexion.

La première d'entre elles est de considérer que l'enjeu des rivalités ethniques est, de prime abord, une question de lutte de pouvoir. Cette vision est le fruit de la recherche d'Eriksen qui affirme que les dirigeants politiques des groupes ethniques ne cherchent pas nécessairement à faire sécession de l'autre groupe mais plutôt à s'accaparer le pouvoir (Eriksen 1993, 14). C'est

d'ailleurs la position qu'adopte aussi Albaugh (2011, 389) quand elle précise que les leaders des groupes ethniques ne rentrent en conflit que dans un cadre de compétition électorale. En cela, le glissement du groupe ethnique vers le mouvement nationaliste est crucial : « when the political leaders of an ethnic movement makes demands to this effect [command over a state], the ethnic movement thereford by definition becomes a nationalist movement » (Eriksen 1993, 6). En suivant l'argument développé par Chrétien, nous rappelons que « l'ethnicité ne produit des ethnismes que dans l'orbite de la quête du pouvoir » (Chrétien 2003, XIII), c'est-à-dire que l'ethnie est mobilisée de manière violente que dans un contexte d'acquisition de l'appareil étatique.

Notre seconde hypothèse est la suivante : le « mythe de l'origine commune » (Eriksen 1993, 11-2) d'un groupe ethnique est instrumentalisé par le régime de Mugabe à des fins politiques. En raison du rapport d'altérité caractéristique de la définition de l'ethnicité, nous pensons qu'il est simple pour un pouvoir politique souhaitant se maintenir au pouvoir de décaler le focus des interactions sociales qui marquent le groupe vers la nature inévitable des conflits. En cela, nous supposons que l'instrumentalisation des identités ethniques a peut-être été un élément pour chercher à mieux se définir en tant que groupe et le conflit a été un des instruments mobilisés par le régime de Mugabe pour faire reconnaître et affirmer le caractère unique de son groupe ethnique des Shonas.

1.1.3 Le *process tracing* au cœur de notre cadre théorique de l'approche historique

Nous avons la conviction que c'est dans l'Histoire que nous pourrions trouver des réponses à nos questionnements et la stratégie de *process tracing* (Collier 2011) semble idéale pour notre recherche qui sera guidée par l'approche historique. Par cette méthode, nous reconnaissons l'existence d'une riche Histoire sur le continent africain, au contraire de certains intellectuels

comme Friedrich Hegel⁸ ou politiciens tels que Nicolas Sarkozy⁹. Cette technique favorise également l'angle de la controverse qui permet d'adopter la question du « pourquoi » afin d'analyser les origines des décisions politiques.

Par ce cadre théorique, nous tenterons de revenir aux origines des clivages (depuis environ 1830 dans le cas du Zimbabwe) afin de comprendre les dynamiques actuelles. Il nous semble essentiel qu'avec cette approche, nous analysions le timing des phénomènes. Pourquoi les phénomènes interviennent-ils à un instant précis ? C'est grâce à Paul Pierson (2004) et son idée de séquence selon laquelle l'ordre dans lequel les phénomènes arrivent a une importance que nous comptons obtenir des réponses et ainsi valider, ou non, nos hypothèses de départ. Plus précisément, Pierson affirme que les dynamiques historiques que l'on peut observer révèlent 1) quels coûts sont engendrés par un changement d'alternative pour un groupe et 2) qu'une analyse séquentielle permet de distinguer les conjonctures temporaires des situations de longue durée (Pierson 2004, 19). Enfin, le *process tracing* apporte un éclairage : « it is not just a question of what happens, but of when it happens. Issues of temporality are at the heart of the analysis » (Pierson 2004, 19).

Nous allons donc nous demander comment se sont construits les clivages ethniques à travers une recherche historiographique avant d'analyser de manière séquentielle le cours de l'Histoire du Zimbabwe depuis l'indépendance de 1980. Dans notre dernière partie de la recherche, certaines politiques du régime de Mugabe seront mises en avant afin de montrer, grâce à notre approche historique, que les identités ethniques n'ont pas toujours été instrumentalisées de la même manière à travers les trente dernières années. Nous faisons donc un choix conscient et éclairé en s'appuyant sur des politiques du régime et non uniquement les campagnes électorales pour montrer la présence – ou non – d'instrumentalisation de l'identité ethnique.

⁸ Selon Hegel, en Afrique, « il ne peut y avoir d'histoire proprement dite. Ce qui se produit, c'est une suite d'accidents, de faits surprenants. Il n'existe pas ici un but, un État qui pourrait constituer un objectif. Il n'y a pas une subjectivité, mais seulement une masse de sujets qui se détruisent » (Hegel 1830, 249).

⁹ Voir son discours du 26 juillet 2007 à l'University Cheikh-Anta-Diop de Dakar au Sénégal.

Chapitre 2 : Origines des identités ethniques au Zimbabwe : d'où proviennent les différentes identités ethniques ?

Dans la première partie de notre recherche, nous avons présenté l'enjeu considérable que symbolise la tentative de définir l'identité ethnique. La position adoptée est celle de l'instrumentalisme dans une perspective de construction sociale, un postulat principalement représenté par Geertz (1973) dans les débats académiques. Si nous concevons donc les identités ethniques comme des constructions sociales et non telles que des acquis naturels ou biologiques, il est important de remonter aux origines des identités ethniques que l'on étudie dans le contexte du Zimbabwe¹⁰, tout cela dans le cadre théorique du *process tracing* repris par Paul Pierson (2004). Selon ce modèle, il peut être nécessaire de revenir jusqu'à plusieurs siècles en arrière. Dans notre étude, la rétrospective historique que nous présentons débute ainsi principalement aux premières décennies du XIX^{ème} siècle.

2.1 Une cohabitation historiquement difficile entre Ndébélés et Shonas : rétrospective historique jusqu'en 1980

2.1.1 Premières rencontres entre Ndébélés et Shonas et coexistence mouvementée (1822-1889)

Le grand défi lorsque l'on entreprend de remonter aux origines historiques des peuples africains est double. Tout d'abord, il s'agit de s'appuyer sur des sources documentées ce qui, dans le contexte de communautés ethniques côtoyées au quotidien que très tardivement¹¹, est complexe. Ensuite, il consiste à analyser le biais potentiel de ces sources. Cette tâche est d'autant plus grande que les Shonas s'appuient beaucoup sur leur histoire pour déterminer leur identité. Et en raison de leurs origines diverses, cette histoire est principalement orale et souffre facilement d'interprétations, ce qui amène à un danger d'instituer de fausses vérités. Ainsi, nous avons pris un soin particulier à recouper les sources utilisées et restons conscient du péril que les vérités présentées ne soient pas toujours fidèles à la réalité historique.

¹⁰ En langue Shona, « Zimbabwe » désigne un tombeau en pierre ou le tombeau d'un chef (Pichon 1975, 11), ceci faisant référence aux sépultures des chefs ancestraux et l'architecture locale basée sur l'exploitation de la pierre.

¹¹ Le plateau du Zimbabwe a été atteint pour la première fois par un Européen en 1512. Pour autant, « by 1700 no white man was living on the Rhodesian plateau » (Blake 1977, 13).

Au moment de l'installation des Ndébélés dans le Matabeleland en 1840 :

La Rhodésie du Sud était une mosaïque de minuscules tribus. Chacune était gouvernée par un chef patriarcal. [...] Le grand plateau, qui s'étend au nord-est, était habité par un mélange de tribus, connues, sous le nom collectif de « Mashonas » (Becker 1962, 228).

Par sa puissance grandissante dans la région et son caractère guerrier, Mzilikazi devient le roi d'une monarchie, la troisième tentative d'une autorité unie sur le territoire de l'actuel Zimbabwe¹². Après avoir mis fin à l'Empire rozwi en 1834, (Becker 1962, 190), Mzilikazi instaure un nouveau système politique et établit une relation de domination avec les différentes tribus shonas alors réparties sur l'ensemble du plateau (Rayner 1962, 30-1). Tout d'abord, les Ndébélés instituent un système tributaire où les communautés shonas voisines doivent fournir du bétail au roi Mzilikazi sous peine de répression militaire (Becker 1962, 229 ; Blake 1977, 20). D'un autre côté, la réussite des Ndébélés dans l'instauration d'un État robuste passe par la capacité à connaître une forte centralisation du pouvoir entre les mains du charismatique Mzilikazi et quelques-uns de ses lieutenants proches (Blake 1977, 20). La démonstration de force de Mzilikazi à instaurer un État central remet en perspective la position de Bourmaud (1997) qui considère qu'il n'existe pas un État à proprement parler en Afrique avant l'arrivée des colons et que les guerres n'ont pas permis d'en former. Parmi ses accomplissements, Mzilikazi établit un système de caste parmi les Ndébélés où ses plus proches conseillers (les *Abezansis*) sont les survivants de l'épopée qui mena le groupe au Matabeleland, les *Abenhlas* représentent les soldats s'étant joints au groupe initial, on y retrouve parmi eux des Sothos et des Swazis. Enfin, le dernier groupe (les *Amaholis*) est perçu comme inférieur puisqu'il est composé de Shonas recrutés après l'installation dans la région (Blake 1977, 20 ; Ndlovu-Gatsheni 2008, 33-4).

¹² Les monarchies Mutapa (1430-1760) et Rozwi (1684-1834) étant les deux premières tentatives d'autorité forte et unie sur le territoire.

Dès leur arrivée en 1840, les Ndébélés instaurent ainsi un système de domination de leur groupe sur les Shonas et le caractère guerrier de ce nouvel État endommagea la relation entre les deux communautés (Ndlovu-Gatsheni 2009, 179-80). En effet, en plus de devoir payer des tribus aux Ndébélés, les Shonas vivant dans des contrées puis lointaines à l'est du plateau du Matabeleland sont la cible de nombreux raids militaires (Becker 1962, 229-32), un mode de vie quelconque pour les Ndébélés où la valeur d'un homme reposait sur ses succès en combat qui lui permettaient également d'avoir le droit de se marier (Blake 1977, 20).

L'hégémonie régionale des Ndébélés n'est alors menacée plus que par l'homme blanc au sud. Or, l'indépendance accordée à la République sud-africaine en 1852 par les Britanniques est un point tournant dans cette relation. En effet, après avoir pratiqué une politique isolationniste entre 1840 et 1853 (Becker 1962, 242 ; Blake 1977, 21), un traité entre les Boers et les Ndébélés instaure une paix entre les deux nations et favorise une ouverture diplomatique et commerciale de la région (Becker 1962, 244).

La situation politique avec les Boers comme avec les Shonas demeure stable pendant des années jusqu'à la mort de Mzilikazi, « la plus haute de toutes les montagnes du Matabeleland » (Becker 1962, 299), en 1868. Son fils, Lobengula le remplace deux ans plus tard après quelques conflits de succession (Becker 1962, 307-8 ; Blake 1977, 23-4). La situation se complique lorsque Lord Carnarvon¹³, personnage majeur de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, annexe le Bechuanaland en 1878 (Blake 1977, 26), région frontalière au sud du royaume matabélé. La guerre anglo-zouloue de 1879 puis la ruée vers l'or suite à la découverte de nombreuses et profitables mines dans le Transvaal annonce la fin du royaume ndébélé (Blake 1977, 28). Cette domination trouve finalement son terme en janvier 1894 quand Lobengula, second roi des Ndébélés, meurt au cours de la Première guerre du Matabélé (Becker 1962, 311 ; Blake 1977, 111 ; Glass 1968, 235 ; Pichon 1975, 34).

¹³ Henry Howard Molyneux Herbert, 4th Earl of Carnarvon.

Le premier point tournant dans la relation entre les Shonas et les Ndébélés est certainement la décision de la Reine Victoria qui, en 1889, accorde le pouvoir de conquérir et occuper les territoires du plateau du Matabeleland à la British South Africa Company dirigée par Cecil Rhodes (British South Africa Company 1889). Si Lobengula pense alors qu'il s'agira de « few white men 'digging a hole' » pour trouver de l'or, la réalité sera plutôt l'imposition d'une nouvelle autorité politique et le début d'une nouvelle ère pour les peuples du plateau.

2.1.2 Tensions ethniques sous le régime commercial impérial (1889-1965)

Le décor est donc planté : alors que les Ndébélés dominaient et persécutaient les Shonas sur l'ensemble du plateau du Zimbabwe, l'arrivée des colons britanniques est un bouleversement complet. Quand Rhodes obtient les concessions minières en 1889, ses pionniers sont bien accueillis par les Shonas qui ne voient en eux que de simples visiteurs de passage (Pichon 1975, 30-1 ; Rotberg 1980, 300). Pourtant, la relation dégénère rapidement lorsque ces nouveaux arrivants occupent le territoire ancestral sur lequel ils bâtissent et se conduisent en vrais propriétaires, allant jusqu'à asservir la population shona (Pichon 1975, 31).

2.1.2.1 La première guerre du Matabeleland (1893-1894) : les Européens saisissent la pertinence de l'instrumentalisation ethnique

Si le peuple shona est d'un naturel pacifique et sût courber l'échine, les Ndébélés de Lobengula veulent conserver leur souveraineté politique sur le territoire et la communauté shona auprès de laquelle il se considère comme leur Roi (Blake 1977, 105 ; Pichon 1975, 32-3). Il est important de concevoir que la guerre du Matabeleland est le résultat d'un processus historique mettant en opposition deux systèmes rivaux. En effet, Lobengula dirige un État primitif où ses besoins socio-économiques (tant par la motivation à partir en guerre pour les soldats prouvant leur valeur que par les pillages de richesses) à opérer à des raids offensifs sur les Shonas entrent en contradiction avec la volonté de la *British South Africa Company* (BSAC) de Rhodes à vouloir exploiter les mines d'or dans un environnement pacifique (Glass 1968,

269). La relation qu'entretient la compagnie avec le pouvoir londonien est d'ailleurs très ambiguë. En réalité, des représentants britanniques ont, à plusieurs reprises, rappelé à Rhodes et ses associés que la BSAC ne devait avoir que des fins commerciales et donc n'avoir aucun impact sur l'administration politique du territoire, ceci relevant de la compétence de la Couronne (Glass 1968, 266). Pour autant, les dirigeants de la compagnie ont constamment réussi à imposer leur vision, effectuant parfois des compromis, notamment sur les droits humains comme le présente Glass (1968, 268) : « No 'conditions, disabilities, or restrictions which do not equally apply to persons of European descent' could be imposed on them ».

Finalement, pour en terminer avec la menace que représente Lobengula, les colons contraignent l'administrateur local Jameson à prendre les armes (Blake 1977, 103-10). Pour convaincre les autorités britanniques, ils n'hésitèrent pas à prétendre que leur combat s'apparente à une guerre de libération de la population shona toujours sous le joug du tyran Lobengula (Pichon 1975, 33 ; Ranger 1971, 91 et 117). Cette instrumentalisation politique des tensions ethniques entre Ndébélés et Shonas, explique l'historien Blake (1977, 19), est conditionnée par deux facteurs. Tout d'abord, à l'origine, les colons britanniques ont utilisé Lobengula en le flattant dans sa vision impérialiste vis-à-vis des Shonas pour lui faire accepter des concessions sur les mines. La seconde raison est celle, comme nous venons de l'avancer, de la justification de la destruction du royaume ndébélé¹⁴ par des arguments de rapports de domination entre les deux groupes ethniques. Les pionniers de Rhodes veulent alors rentrer dans l'Histoire comme les sauveurs du peuple shona qui est sauvé de l'extermination entreprise par Lobengula. Si cette logique politique peut sembler banale, elle s'imprégnera dans les imaginaires collectifs jusqu'à aujourd'hui où l'ambivalence entre les deux communautés ethniques, qui accordent beaucoup d'importance à leur Histoire, demeure.

¹⁴ « It made certain that when the final crunch came, the Ndebele kingdom would be crushed without misgiving or remorse » (Blake 1977, 27).

Néanmoins, il faut souligner que Lobengula n'avait aucune volonté à partir en guerre car il se savait bien inférieur aux colons qui disposaient d'une puissance militaire largement supérieure (Glass 1968, 270). C'est, comme nous venons de le montrer, par une stratégie de mensonge que la compagnie l'a forcé à entrer en guerre. Certains auteurs (Glass 1968, 272-3) affirment d'ailleurs que ce sont les dirigeants de la BSAC qui ont arrangé un stratagème visant à prévenir le roi Lobengula que des Shonas lui avaient volé du bétail, afin de le pousser à se venger avant d'utiliser ses représailles comme une atteinte aux droits des Shonas encadrés par la *Aborigines' Protection Society* instaurée en 1837¹⁵ (Glass 1968, 236). Ainsi, l'instrumentalisation de l'identité ethnique a favorisé un début de guerre dont l'issue était donnée d'avance mais dont les implications futures n'étaient que peu imaginées (Pichon 1975, 33).

2.1.2.2 La rébellion commune de 1896 : Shonas et Ndébélés ensemble contre l'oppression

Cette première guerre entre le colon britannique et les Ndébélés de Lobengula pose ainsi les fondements d'une nouvelle donne politique dans la Rhodésie du Sud¹⁶. Si les Shonas ont, selon les Britanniques, été sauvés en 1893 des exactions commises par les Ndébélés, les deux groupes vont faire front commun quelques années plus tard pour s'opposer à l'autorité de la BSAC (Pichon 1975, 33).

Et c'est ainsi qu'en 1896, seulement quelques mois après un raid catastrophique des forces de Rhodes dans le Transvaal sud-africain, et alors que la plupart des soldats et policiers étaient encore mobilisés dans cette région (Blake 1977, 123-4 ; Pichon 1975, 35), que les Africains prennent les armes. Le conflit débute dans le Matabeleland lorsqu'un Européen est assassiné le 24 mars 1896. Il s'en suit alors une fuite de tous les Européens du territoire dans la

¹⁵ La *Aborigines' Protection Society* est une organisation de défense des droits humains fondée en 1837 qui tente de s'assurer de la protection des populations locales dans le contexte colonial.

¹⁶ Le Mashonaland et le Matabeleland sont réunis en mai 1895 pour former la Rhodésie du Sud (Pichon 1975, 35).

direction de Bulawayo où ils finissent assiégés au cours du mois d'avril (Marshall Hole¹⁷ 1926, 358). Ce n'est qu'à la fin du mois de mai que les premières troupes britanniques arrivent en renfort à la demande de Rhodes (Pichon 1975, 36). La rébellion ne dure finalement pas longtemps puisque le 5 juillet 1896 marque la fin des hostilités dans le Matabeleland (Blake 1977, 137-40 ; Ranger 1967, 257-8). Néanmoins, un processus de négociations est initié entre les Ndébélés et Cecil Rhodes, celui-ci se soldant le 13 octobre, après quatre réunions, par un arrêt complet des combats dans la région (Blake 1977, 137-9 ; Marshall Hole 1926, 375). Pour autant, les Shonas ont rejoint la lutte contre l'opresseur en avril 1896 et attaquent diverses positions stratégiques¹⁸ des Européens pendant le siège de Bulawayo (Beach 1994, 170 ; Pichon 1975, 36). Ce n'est qu'en octobre 1897 que les affrontements se terminent dans le Mashonaland, un an après le Matabeleland, quand les deux principaux leaders de la communauté sont capturés avant d'être exécutés au printemps suivant (Pichon 1975, 36-7).

Si cette guerre, baptisée Seconde guerre Matabélé chez les Ndébélés et Première *Chimurenga* chez les Shonas¹⁹, implique les forces de Rhodes contre les populations locales, l'importance de ce conflit réside dans l'impact qu'il a eu sur l'identité des deux groupes. Il est pertinent de se questionner sur les raisons de ce conflit. Plusieurs hypothèses et arguments émergent de la littérature scientifique.

Pour beaucoup, c'est l'occupation humiliante du territoire ancestral des Shonas et des Ndébélés par les troupes de Rhodes qui est à l'origine de la rébellion. Cette occupation s'illustre par un accaparement systématique des terres au profit des dirigeants européens, un asservissement des autochtones qui sont relégués au statut d'esclave mais aussi par

¹⁷ Il faut noter que Hugh Marshall Hole était un haut dirigeant politique au sein de la compagnie de Rhodes lors du conflit.

¹⁸ Une de ces attaques consista à couper les lignes du télégraphe afin de limiter les communications et ralentir la progression des troupes britanniques (Blake 1977, 131).

¹⁹ En langue Shona, le terme « Murenga » signifie « rébellion » (Pichon 1975, 35). Il deviendra un signe de ralliement au cours de la guerre d'indépendance qui constituera la seconde *Chimurenga* avant la troisième *Chimurenga* en 2000.

l'enrôlement des enfants pour servir dans la police (Pichon 1975, 38). De plus, il faut rappeler que la Rhodésie était un territoire n'appartenant pas officiellement à la Couronne britannique, celle-ci ayant décidé d'accorder tout droit de gestion à la *British South Africa Company*. Par conséquent, la logique financière guidait les actions de la compagnie qui eut des impératifs financiers dans son administration du territoire et des populations locales. Ainsi, une gestion effective et respectueuse de la Rhodésie était perçue comme trop onéreuse, d'où le sentiment d'abandon et de soumission des autochtones.

Selon Terence Ranger (1967, IX et 182) qui est souvent remémoré dans la littérature spécialisée, une guerre de succession suite à la mort de Lobengula et les aspirations croissantes pour reformer des empires ou monarchies ndébélés ont conduit des membres du groupe à se soulever contre les représentants de Rhodes²⁰. Ces motivations politiques ont eu l'effet d'inciter les troupes de Rhodes à procéder à une extermination systématique des opposants politiques. Rhodes déclara même : « You should kill all you can » (Blake 1977, 125).

Du côté Ndébélé, le chef Lobengula était mort tandis que le pouvoir politique chez les Shonas repose sur des chefs locaux ; ainsi, aucune figure charismatique ne pouvait incarner la révolte contre l'occupant blanc (Pichon 1975, 39). Mais alors que les Shonas sont un peuple pacifique, ils ont pris part aux hostilités et il est donc intéressant d'analyser les motivations plus spirituelles qui les ont engagés dans ce conflit.

Ce sont des considérations plus intimes que politiques qui ont poussé les autochtones à se soulever. En effet, ils affirmaient que les Blancs ne comprenaient par l'art de gouverner qui passait, en Afrique, par les ancêtres qui étaient garants de tout, même de la pluie (Blake 1977, 123 ; Pichon 1975, 39-41). Lorsque des conditions climatiques inexplicables (sécheresse,

²⁰ Robert Blake (1977, 125) fait remarquer que, parmi les victimes européennes de la rébellion, très peu étaient des femmes ou des enfants, laissant croire que les intentions relevaient plus du caractère politique que d'une violence gratuite et aveugle contre l'opresseur.

invasion de sauterelles...) sont apparues, les locaux ont pris pour coupables les Européens et se sont donc décidés à les chasser du territoire.

Au terme de ce conflit, Roland Pichon (1975, 45) considère que « leur [aux Africains] vie ne dépendait plus seulement de la fidélité aux ancêtres, mais aussi de l'obéissance aux nouveaux chefs blancs ». Une des conséquences de cette obéissance sera la christianisation massive des Africains et le fort recul dans les pratiques en rapport aux ancêtres (Blake 1977, 144-5 ; Pichon 1975, 40). Pendant près d'un demi-siècle, cette situation politique constituera un *statu quo* qui ne souffrira que de peu d'oppositions, tant à l'interne où le Matabeleland et le Mashonaland seront unifiés sous l'appellation de Rhodésie du Sud qu'à l'externe avec la puissance britannique.

2.1.2.3 Une nouvelle donne : Shonas et Ndébélés cohabitent sous l'autorité britannique dans un contexte de ségrégation raciale accrue

Après ce conflit meurtrier, des divergences deviennent apparentes, particulièrement entre la BSAC et la population européenne. Cette dernière reproche à Cecil Rhodes de ne pas mettre les moyens financiers et humains pour assurer leur sécurité tout en étant trop laxiste avec les populations autochtones puisque la guerre se termina par une paix négociée et non par un génocide, tel que souhaité par une partie de la population (Pichon 1975, 49). Pour autant, cette possibilité n'était pas viable économiquement pour les colons qui avaient besoin de main d'œuvre et politiquement avec le risque de ternir l'image de la compagnie à l'étranger.

Néanmoins, les tensions latentes avant cette rébellion sont progressivement dissipées par la suite et la situation n'évolue guère jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En effet, outre les missions d'évangélisation qui peuvent créer quelques escarmouches marginales, le sort de la Rhodésie du Sud au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle dépend grandement de son rapport au Royaume-Uni. Ainsi, en 1923, la puissance européenne annexe le territoire et en prend possession des mains de la BSAC. La conséquence principale de cette évolution

politique est le changement de statut pour les Européens de Rhodésie du Sud qui sont alors considérés comme des sujets de la Reine, égaux à ceux habitant en Angleterre. Au contraire, cette disposition pousse les populations africaines locales à être mises au ban du pouvoir politique, leur infériorité étant alors légitimées par leur appartenance ethnique, tout ceci menant à un système d'Apartheid qui ne fut dissout qu'au moment de l'indépendance en 1980 (Blake 1977, 186-8 ; Pichon 1975, 44).

De nouveau, la ségrégation raciale s'accroît et les transformations coloniales n'y changent rien. En 1953, lorsque la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland²¹ est formée, la volonté des Européens est de réduire les aspirations indépendantistes des populations africaines. Le Royaume-Uni finit donc par céder aux demandes répétées du gouvernement de Rhodésie du Sud qui loue les intérêts économiques d'une telle association (Pichon 1975, 78-80) tandis que la Couronne y voit une manière de s'assurer du maintien des trois territoires dans l'Empire britannique (Pichon 1975, 86).

Au cours de cette période de l'Histoire, à savoir entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le déclenchement de la guerre d'indépendance, la minorité européenne de Rhodésie du Sud tente par tous les moyens de s'imposer politiquement et légitimer sa domination alors que seulement 200 000 Européens cohabitent avec cinq millions d'Africains.

Pour faire face à ces inégalités politiques au sein de la Fédération, Joshua Nkomo, un acteur majeur de la future guerre d'indépendance, fonde l'*African National Congress* (ANC) le 12 septembre 1957 (Pichon 1975, 87) afin de lutter en faveur de l'égalité politique via le processus électoral. Malheureusement pour ce parti, ses principaux dirigeants sont arrêtés le 26 février 1959 puis détenus à travers le pays dans des circonstances troublantes (Pichon 1975, 89). Pourtant, les premières démonstrations politiques du parti se veulent non violentes et n'ont pas un caractère ethnique marqué.

²¹ La Fédération de Rhodésie et du Nyassaland rassemble alors l'actuel Zimbabwe (Rhodésie du Sud), la Zambie (protectorat de Rhodésie du Nord) et le Malawi (protectorat du Nyassaland).

Alors même que la violence commence à s'installer dans les sphères politiques du *National Democratic Party* (anciennement *African National Congress*) qui finit par être banni le 9 décembre 1961, les élections législatives de 1962 sont boycottées par la population africaine qui est solidaire de ses représentants (Blake 1977, 340). Le 17 décembre 1961, la *Zimbabwe African Peoples Union* (ZAPU) est née, correspondant à une association entre les anciens leaders de l'ANC et du NDP (Blake 1977, 341). Dans ce processus de création d'un nouveau parti fédérateur, nous pouvons croire que les identités ethniques africaines ne sont pas mobilisées à des fins politiques puisque l'enjeu est la fin de la ségrégation raciale dont sont victimes tous les Africains du pays. Pourtant, Sithole fait remarquer que des compromis étaient sur la table pour assurer une représentation équitable des deux principaux groupes ethniques au sein de la ZAPU (et même des partis précédents de l'ANC et du NDP), ceci s'illustrant par une domination shona au sein de la ZAPU, contrebalancée par un leader ndébélé en Nkomo (Sithole 1980, 25).

La dissolution de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland le 1^{er} janvier 1964 (Blake 1977, 347) et la détention de nombreux leaders africains mènent conjointement à une scission au sein du nationalisme africain (Beach 1994, 181-2). Lorsque Ian Smith déclare unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie du Sud le 11 novembre 1965, l'échiquier est en place pour un affrontement face aux nationalistes africains, même si ceux-ci sont dispersés. L'un des points de blocage lié à une indépendance formelle et acceptée du Royaume-Uni est le refus du gouvernement de Smith à octroyer un système politique représentatif réclamé par les Britanniques, sur le modèle « *no independence before majority rule* » (Alao 2012, 31).

2.2 La guerre d'indépendance (1965-1979) : des conflits ethniques dénués d'une idéologie révolutionnaire claire

Il est intéressant de remarquer que la littérature spécialisée sur la guerre d'indépendance du Zimbabwe est concentrée sur les aspects historiques ainsi que les développements politico-

militaires entre la minorité européenne et la majorité africaine. Par conséquent, la présente section s'appuiera fortement sur des sources bibliographiques contemporaines à ces événements puisque ce sont les seules qui visent à analyser le jeu des rapports ethniques à ce moment si crucial de l'Histoire du pays.

2.2.1 Le rôle et la représentation des deux groupes ethniques au cœur du conflit

2.2.1.1 Premières scissions au sein du mouvement nationaliste africain (1963-1965) : les leaders se déchirent sur des bases ethniques

Le manque d'unité que l'on vient de mentionner parmi les leaders nationalistes africains remonte à 1963 (Msindo 2007, 268), quelques mois avant la déclaration unilatérale d'indépendance puisqu'alors que Joshua Nkomo est le dirigeant de la ZAPU, Robert Mugabe et le Révérend Ndabaningi Sithole veulent le renverser à la tête du parti (Blake 1977, 352). Si leur tentative échoue en raison de bris de confidentialité dans leurs échanges de courriers, les deux hommes fondent la *Zimbabwe African National Union* (ZANU) le 9 août 1963 (Alao 2012, 17).

Cette fracture entre les deux courants nationalistes – que l'on peut voir de manière schématique dans l'annexe 1) est un mystère encore non élucidé dans la littérature scientifique. Néanmoins, Robert Blake avance deux hypothèses.

La première est que Sithole comme Mugabe proviennent de tribus shonas tandis que Nkomo, sans être un Ndébélé, s'exprime en langue ndébélé du fait de son appartenance à la tribu Karanga, un groupe qui peut être associé à la culture ndébélé (Blake 1977, 353).

La seconde hypothèse est celle d'un clivage personnel entre les deux camps. Ainsi, alors que Nkomo est perçu comme amical et avenant, attirant aisément les foules, Sithole est un religieux puritain très austère et peu enclin à enthousiasmer les partisans (Blake 1977, 353).

De son côté, Nathan Shamuyarira délaisse l'aspect ethnique lorsqu'il tente d'expliquer la division entre les deux groupes. Néanmoins, il reconnaît (Shamuyarira 1965, 185) :

The danger of an outburst of tribal feelings is always there, as in other African countries, and cannot be minimized..., although one can state quite firmly that the temperature of tribal feelings is much lower here... It is no more than a distant danger that has to be guarded against.

Ce danger d'explosion fait, chez Shamuyarira, référence aux tensions ethniques latentes entre Shonas et Ndébélés qui vivent sur des territoires distincts, le Mashonaland et le Matabeleland (Sithole 1980, 17). Cependant, 1963 demeure une année de grande instabilité socio-politique selon l'auteur Sithole qui affirme que la situation s'apparentait presque à un état de guerre civile entre les partisans des deux groupes rivaux qui n'hésitaient pas à se battre dans la rue ou à se lancer des cocktails Molotov, seules armes dont ils disposaient du fait de l'imposition de sanctions sévères par le gouvernement européen (Sithole 1980, 26).

En parallèle à cette opposition entre les deux leaders politiques, Sithole (1980, 24) fait remarquer que le clivage ethnique s'est complexifié au cours des années 1970 puisque les divisions sont devenues apparentes au sein même de la majorité shona (Reynolds 1999, 161) qui, rappelons-le, n'est pas un groupe homogène mais plutôt socialement construit (Becker 1962, 228 ; Willis 1985, 20).

Finalement, quelles que soient les raisons et la profondeur de ce schisme, il favorise la division d'une opposition africaine déjà affaiblie par les nombreuses interdictions qui lui sont appliquées par le nouveau gouvernement européen de Ian Smith qui va jusqu'à interdire la ZAPU comme la ZANU le 26 août 1964 (Blake 1977, 353).

2.2.1.2 Shonas contre Ndébélés : une crise de leadership au sein du mouvement révolutionnaire qui contraint le nationalisme à l'exil

Entre 1965 et 1971, les principaux leaders du mouvement nationaliste africain se trouvent en prison ou en exil (au Mozambique ou en Zambie) (Blake 1977, 409). Cela a pour conséquence un certain apaisement des tensions sur le territoire rhodésien puisque les premières activités révolutionnaires sont alors lancées depuis l'extérieur des frontières de l'État

nouvellement indépendant (Sithole 1980, 27). Mais, malgré la prépondérance de l'ennemi commun que représente le Front rhodésien, le parti gouvernemental européen, nous avons vu que les divergences de points de vue sont nombreuses parmi les nationalistes africains. Si les motivations ayant mené au schisme que nous venons d'aborder sont obscures, les conséquences en sont plus tragiques sur le plan politique.

En effet, la création d'un nouveau mouvement nationaliste en octobre 1971 avec le *Front for the Liberation of Zimbabwe* (FROLIZI) est la première indication d'un problème ethnique entre les révolutionnaires africains (Sithole 1980, 27-8). Lorsque des leaders tentent d'unifier un front pour la lutte pour l'indépendance, notamment quand certains veulent rapprocher la ZANU et la ZAPU, des critiques émergent chez la ZANU. Celles-ci affirment que la ZAPU est minée par des problèmes de tribalisme, un phénomène jugé contre-révolutionnaire dans le cadre de leur lutte (Msindo 2007, 276 ; Msindo 2013, 195 ; Sithole 1980, 29). Le FROLIZI qui se présente initialement comme un parti rassembleur est perçu par ses détracteurs politiques comme un instrument de domination des Shonas sur les Ndébélés ou un « sabotage de la lutte de libération » selon *The Times of Zambia* (Sithole 1980, 29-30).

Outre cette absence de rassemblement entre les partis révolutionnaires, le manque d'unité et de solidarité est flagrant au sein de ces organisations, particulièrement à la ZANU où des combats internes font 250 morts par assassinat à l'hiver 1974-1975 (Sithole 1980, 31 ; Tamarkin 1990, 65). Les États voisins de la Rhodésie qui encouragent la révolution africaine (à l'exception de l'Afrique du Sud encore dominée par le régime d'Apartheid) sont alors le théâtre des affrontements entre les milices de chaque parti qui utilisent également ces pays comme des bases arrière aux guérillas qui luttent par les armes contre le gouvernement européen de Ian Smith (Bourne 2011, 64). Les acteurs étrangers, face à cette impasse politique, favorisent la tenue de la Conférence de Genève pour la Rhodésie en 1976 et réclament un front uni entre les mouvements de Mugabe (ZANU) et de Nkomo (ZAPU) (Tamarkin 1990, 148).

À travers ces développements et ces conflits personnels dans une période où les leaders dirigent depuis les prisons rhodésiennes ou depuis des camps de base à l'étranger, nous pouvons remarquer que ce point tournant de l'Histoire du Zimbabwe est important à plusieurs égards. Dans un premier temps, nous observons que la crise politique entre les nationalistes africains est fondée sur des bases ethniques. Comme le montre l'article de Sithole (1980) qui détaille l'origine ethnique de chacun des membres des bureaux exécutifs des partis révolutionnaires, il y a un réel conflit entre les Ndébélés et les Shonas pour l'appropriation de cette lutte pour l'indépendance et chaque groupe veut marquer le combat à sa manière. De plus, et nous l'avons vu plus haut, les tensions entre Shonas sont grandes et mènent à de nombreux assassinats, principalement au sein de la ZANU (Alao 2012, 13 ; Reynolds 1999, 161 ; Sithole 1980, 31). Ce point tournant est aussi caractérisé par une lutte de pouvoir entre des leaders politiques qui visent à l'obtention du statut de chef révolutionnaire. Néanmoins, ce statut ne s'obtient pas par des considérations idéologiques car, tel que l'avance Sithole (1980, 24) : « Yet others [authors] saw the cause of factionalism in Zimbabwe national politics as the absence of a viable revolutionary ideology in the nationalist movement », il s'acquiert plutôt par une forme de clientélisme auprès des chefs de village qui sont influents. D'ailleurs, un chef du Matabeleland, Kayisa Ndiweni, tente de s'extirper de ce clientélisme et, notamment en raison de son appartenance ndébélé, déclare que « All future governments must be equally shared between the two major communities of this country in order to avert civil war » (Sithole 1980, 33).

À la fin des années 1970, et au vu de toutes ces fractures politiques, il n'est pas étonnant de retrouver pas moins de sept partis ou factions²² luttant pour le principe de *majority rule* et Sithole (1980, 33) ajoute que tous ces groupes se battent en fonction de principes ethniques.

²² En raison du régime suprémaciste européen, de nombreux mouvements politiques ne sont pas reconnus comme des partis tandis que certains sont bannis, d'où le terme « faction ».

2.2.1.3 L'opportunisme politique au-delà des clivages ethniques : quelle idéologie révolutionnaire ?

Une question importante demeure malgré tout. Au regard des alliances politiques et ethniques très volatiles à la fin des années 1970, les leaders africains ne font-ils pas preuve d'un opportunisme politique exacerbé ? Cette interrogation se justifie par l'absence d'idéologie derrière les discours tenus par ces dirigeants politiques.

Lorsque l'on s'intéresse aux profils de ces leaders nationalistes, les nombreux traits qu'ils ont en commun font écho à notre questionnement. En effet, tous ces dirigeants ont une éducation coloniale importante, souvent universitaire, et proviennent d'un milieu agricole (Sithole 1980, 34). Alors qu'ils ont tous passés quelques mois ou années en prison puis en exil, leur priorité semble constamment être l'obtention du pouvoir dans une perspective socialiste qui semble être de façade et propice à un attrait populiste des populations opprimées (Chazan et al. 1999).

Par conséquent, la lutte révolutionnaire pour l'indépendance chez ces nationalistes n'est-elle pas plutôt un conflit entre des élites politiques pour déterminer le sort de la période post-indépendance sachant que le gouvernement européen de Rhodésie du Sud est de plus en plus isolé et sanctionné à l'international depuis sa déclaration unilatérale d'indépendance en 1965 ?

Notre réflexion est commune à celle de Sithole. Selon lui, en 1980, le clivage politique le plus pertinent est celui de l'ethnie, et non celui entre les prolétaires et les bourgeois de la vision marxiste (Sithole 1980, 36). Son apport est également très pertinent dans la mesure où il identifie l'ère de la montée du nationalisme africain des années 1950 à 1963 comme une période d'opposition entre Européens et Africains autour de la question centrale : « Who ought to govern – the white minority or the black majority? » (Sithole 1980, 36). Il caractérise ensuite les événements suivants la scission entre la ZAPU et la ZANU en 1963 comme un affrontement entre les nationalistes africains eux-mêmes autour de la question : « Who ought to lead the nationalist struggle against white rule? » (Sithole 1980, 36).

Au-delà de l'idéal d'indépendance qu'incarnait donc cette guerre entre Africains et Européens, nous pensons fermement que ce conflit a permis d'apporter un éclairage sur l'identité des prochains dirigeants de la Rhodésie du Sud qui deviendra le Zimbabwe en 1980. Les divisions entre les partis et les factions²³ ont favorisé des leaders qui se sont affirmés sur la scène nationale tandis que les bases de soutien se sont définies sur des critères ethnogéographiques. À la vue d'une telle situation, notre prochaine section aura pour but de tirer un bilan de la situation ethnique, sur des questionnements moins politiques, afin de vérifier si les Shonas et les Ndébélés sont fondamentalement des groupes différents ou si leur distinction est le fruit d'une lutte politique.

2.2.2 Aperçu de la démographie ethnique au Zimbabwe en 1980 : peut-on vraiment différencier les deux groupes ethniques ?

Sans pour autant entrer dans une démarche purement anthropologique, nous convenons qu'il est important d'analyser les deux principaux groupes ethniques sous leurs traits plus culturels et moins politiques.

2.2.2.1 Une analyse culturelle des deux groupes

Historiquement, dans la construction de leur communauté ethnique, les deux groupes se sont appuyés sur des structures de royaume où le dirigeant politique était incontesté et disposait de pouvoirs de communication avec les esprits ancestraux de la tribu (Willis 1985, 24). Ces tribus se sont associées, plus ou moins volontairement comme on l'a vu, pour devenir des groupes ethniques aux traits culturels et aux langues si diversifiées mais avec des origines communes (Amselle et M'Bokolo 2005, 15). Les deux principales ethnies, à savoir les Ndébélés et les Shonas sont donc des ensembles hétérogènes dont nous avons préféré occulter les particularismes internes afin de ne pas alourdir la présentation de cette recherche.

²³ L'Annexe 1 illustre les différentes étapes de cette division à partir de 1963.

Certains académiciens et philologues aiment rappeler les distinctions entre les groupes ethniques, en leur forgeant extérieurement (d'un point de vue externe) une identité. Or, comme le montre l'exemple des Yarse du Burkina de Chrétien et Prunier (2003, 131-4), les groupes ethniques ont une « réalité mouvante » qui prouve leur dynamisme interne et leur capacité à s'ouvrir aux autres communautés, amenant à des situations avec des membres à la croisée des groupes ethniques (Amselle et M'Bokolo 2005, 34 ; Hutchinson et Smith 1996, 8). Il est cependant intéressant de noter que dans *Le drame rhodésien* (1975), Pichon met l'accent sur une origine shona des peuples du Zimbabwe (Pichon 1975, 12-4). Si l'on adopte ce postulat, cela a-t-il un impact sur la représentation que se font les autochtones de ce que signifie être Zimbabwéen en 1980 ou de nos jours ? Nous avons affirmé que nous désignons les individus des différentes ethnies par leur auto-désignation à celle-ci. De plus, notre recherche a montré à plusieurs reprises le caractère socialement construit du groupe ethnique shona (Becker 1962, 228 ; Willis 1985, 20). Il semble donc peu aisé de déterminer cette vaste communauté hétérogène comme à l'origine du Zimbabwe puisque la réalité montre que, comme c'est souvent le cas en Afrique, c'est le fait nomade des groupes ethniques qui favorise leur mélange culturel.

Ndlovu-Gatsheni (2009, 181) démontre que la culture ndébélé est fondée sur la domination politique d'un territoire sur lequel le groupe souhaite être souverain. L'arrivée des Européens dans le Matabeleland a donc été un événement très marquant pour ce peuple qui a dû apprendre à être sous l'emprise d'un autre peuple, qui plus est minoritaire. Le caractère guerrier de cette population est donc mis à mal, tout comme les valeurs des Ndébélés (Blake 1977, 20).

Une des distinctions culturelles les plus notables entre Shonas et Ndébélés est justement le système de valeurs que chaque groupe entretient. D'un côté, les Ndébélés s'appuient sur des valeurs individuelles (comme le courage et l'honneur) tandis que les Shonas ont toujours gardé les valeurs sociales et collectives au-dessus (Rayner 1962, 33-4). Un autre trait notable

caractéristique des Shonas est la prépondérance de leur mode de vie dans la gouvernance personnelle et politique (Rayner 1962, 36).

Finalement, il semble qu'une fois de plus, c'est la représentation que les Européens ont fait de ces groupes qui les distingue. En effet, alors que les Shonas dont on louait la structure clanique et la force des liens familiaux étaient souvent perçus comme un peuple pacifique et docile, les Ndébélés étaient craints et admirés par les colons et Rhodes lui-même et leurs récits de guerre ont fasciné²⁴ bon nombre de missionnaires européens durant les premières années de la colonisation (Rayner 1962, 36).

2.2.2.2 Une ambivalence entre Shonas et Ndébélés politiquement construite

S'il n'existe donc pas une distinction fondamentale et insurmontable entre Shonas et Ndébélés, ces deux groupes ont-ils le désir de vivre ensemble qu'évoquait Ernest Renan dans son discours à la Sorbonne en 1882 (Forest, Renan et Barrès, 1991, 41) ? Au vu de la situation en 1980, notre réponse est la suivante. Des « entrepreneurs ethnopolitiques » (Compagnon 2012, 46-57) comme Robert Mugabe ou Joshua Nkomo tentent de faire triompher leur groupe ethnique sur la scène politique afin de lui assurer sécurité et longévité.

En nous appuyant sur la première partie de notre recherche, nous pouvons affirmer que les Shonas et les Ndébélés forment donc deux groupes ethniques distincts mais non opposés. Par leur appartenance à un ensemble géographique et leur partage d'une Histoire commune, ils sont donc similaires. Leur organisation politique diffère néanmoins comme nous l'avons présenté et les multiples langues qui composent ces ensembles ethniques sont une preuve de leur dynamisme. Mais, s'ils se reconnaissent dans l'altérité ethnique, c'est bien en raison d'une distinction que les Européens ont apporté entre des Ndébélés guerriers et des Shonas pacifiques

²⁴ L'Afrique a longtemps été un continent de fascination. Comme le rappelle Mamoudou Gazibo (2010, 20-1), Hérodote était émerveillé par l'Afrique et les mystères l'entourant. Pour autant, après l'avènement du christianisme, « nombre d'analystes portent plutôt un jugement en prenant l'Occident comme la norme et l'Afrique comme le cas déviant » (Gazibo 2010, 27-8).

et dociles (Alao 2012, 13 ; Blake 1977, 20 ; Rayner 1962, 36). Et cette altérité ethnique a ensuite été intégrée puis instrumentalisée par les discours nationalistes, notamment quand la ZANU de Mugabe a avancé l'aspect tribaliste de son adversaire de la ZAPU (Sithole 1980, 29) avec le but de disqualifier et enlever toute légitimité à Nkomo et son groupe des Ndébélés (Amselle et M'Bokolo 2004, 40-1).

Chapitre 3 : Instrumentalisation politique des identités ethniques au Zimbabwe : comment les identités ethniques ont-elles été instrumentalisées par le régime de Mugabe depuis 1980 ?

Si nous avons pris autant de temps pour décrire le processus historique ayant mené à la constitution actuelle des groupes ethniques, c'est que nous croyons dans l'approche historique et le *process tracing*. Cette démarche nous amène maintenant à nous questionner sur les motivations au nationalisme ethnique.

Dans son article *Nationalism and Ethnicity* (1993), Calhoun avance un ensemble de mécanismes pour faire émerger l'ethnisme²⁵ grâce au nationalisme. Entre autres, il mentionne le rapport entre ethnicité et Histoire (219-221), la centralité de l'État (216-219) car, comme l'affirme Chrétien, « l'ethnicité ne produit des ethnismes que dans l'orbite de la quête du pouvoir » (Chrétien et Prunier 2003, XIII). Calhoun mentionne aussi le mythe de l'origine commune (221-4) dans la logique de Max Weber (Weber 1971, 417).

Ainsi, nous abordons cette troisième partie de notre recherche avec le questionnement de Seymour qui montre que « certains voudront identifier les peuples à partir d'une origine ancestrale commune, mais c'est là une stratégie très problématique, puisque cela revient à présupposer une différence biologique. Ceux qui font cela risquent alors de succomber au nationalisme ethnique » (Seymour, 2).

Si le nationalisme ethnique peut expliquer le génocide rwandais dans une certaine mesure, est-ce une perspective pertinente pour l'analyse des politiques nationales de Robert Mugabe ? C'est tout l'objectif de l'ultime partie de notre étude.

²⁵ Nous rappelons que l'ethnisme est le « fait de donner à cette identité de naissance un caractère prioritaire et primordial, de lui conférer un substrat naturel et quasi biologique, de justifier une hantise et un refus de l'autre, au nom d'une obsession de pureté, de transformer des compatriotes en étrangers dans leur propre pays » (Chrétien et Prunier 2003, XIV)

3.1 Premières violences à caractère ethnique puis tentatives de conciliation (1980-2000)

3.1.1 La *Gukurahundi* (1983-1987) : l'illustration d'un conflit ethnique dans le cadre d'une lutte de pouvoir

La *Gukurahundi*, d'un terme en langue shona signifiant « the rain which washes away the chaff before the spring rains » (Bourne 2011, 104 ; Ndlovu-Gatsheni 2012, 4), est le nom d'une stratégie politique orchestrée entre 1983 et 1987 dont la responsabilité n'est toujours pas officiellement reconnue par la ZANU-PF ou par Robert Mugabe lui-même. Néanmoins, c'est un passage historique marquant dès les premières années du nouveau Zimbabwe qu'il convient d'analyser.

Après les accords de Lancaster House qui accordent la pleine indépendance au Zimbabwe et la si convoitée *majority rule* voulue par les Africains, les Shonas qui constituent le groupe dominant prennent la tête du gouvernement (Reynolds 1999, 161). Néanmoins, Joshua Nkomo est amené à représenter la minorité ndébélé dans une logique d'unité nationale. Pour autant, cette nouvelle règle politique que représente la *majority rule* ne satisfait pas Robert Mugabe qui semble rêver d'un régime à parti unique, quelque peu à contre-courant des tendances démocratiques se développant à travers le monde (Smith 1986, 147). L'opposition de Joshua Nkomo à cette volonté peu démocratique est le point de départ du conflit. Il est important de comprendre que, comme nous l'avons mentionné précédemment, le rapport à l'Histoire est très fort chez les Zimbabwéens (Alao 2012, 15-6 ; Msindo 2007, 276) et l'obtention du monopole de la violence légitime par les dirigeants shonas est une opportunité de se venger des Ndébélés (Ndlovu-Gatsheni 2008, 30-1), ce peuple guerrier qui menait des raids contre les villages shonas il y a plus d'un siècle (Becker 1962, 229-32).

En raison de sa popularité dans le Matabeleland et de son désaccord avec Mugabe, Nkomo est limogé du gouvernement en février 1982, laissant le champ libre aux dirigeants shonas seuls à la tête de l'État (Bourne 2011, 106). Lorsque des caches d'armes sont retrouvées sur des fermes appartenant à des proches de Nkomo, l'argument est tout trouvé pour entrer en

opposition directe et armée avec la ZAPU et les Ndébélés dans le Matabeleland (Alao 2012, 76-7 ; Bourne 2011, 106 ; Norman 2004, 94).

Nkomo quitte rapidement le Zimbabwe en mars 1983 quand sa vie est menacée après l'attaque de sa demeure quelques jours plus tôt. Les partisans de la ZAPU sont visés et appelés les « dissidents » car ils quittent les rangs de l'armée nationale afin de rejoindre le bush dans le Matabeleland avec leurs armes (Alao 2012, 43 ; Bratton et Masunungure 2008, 44 ; Ndlovu-Gatsheni 2008, 44). Ils rejoignent alors des groupes de guérilla, un modèle de combat qu'ils maîtrisent bien puisque la guerre d'indépendance s'est caractérisée par ce type d'affrontement quelques années plus tôt. Pour faire face à cette menace interne à l'armée²⁶, le gouvernement Mugabe fait ainsi appel à une force loyaliste et formée par la Corée du Nord (Bourne 2011, 104 ; Compagnon 2011, 49 ; Norman 2004, 93). Baptisée Cinquième brigade, elle s'attaque aux hommes, femmes et enfants à travers le Matabeleland afin de traquer ses dissidents. L'ampleur du conflit se juge néanmoins par l'importance des civils parmi les victimes, ceux-ci étant torturés, violés ou tués quand ils affirment ne rien savoir sur les bushmen de la ZAPU (Bourne 2011, 106 ; Ndlovu-Gatsheni 2008, 46). Le climat de terreur qui résulte de ce déferlement de violence n'est pourtant pas palpable au Mashonaland où la propagande – une arme de la guerre psychologique (390-1) – de la ZANU vise à maintenir la majorité shona dans l'inconnu (Bourne 2011, 108). Il est évident alors que quelques mois seulement après la fin des hostilités, les civils shonas ne désirent pas replonger dans un conflit meurtrier et se seraient opposés au massacre des Ndébélés sur le territoire national. Par conséquent, et pour ne laisser aucune trace, la Cinquième brigade brûle les corps des victimes ou les font disparaître dans des fosses communes (Norman 2004, 95). Cette propagande nationale est pourtant contrebalancée par une médiatisation importante du conflit à l'international.

²⁶ Nous parlons ici de menace interne à l'armée car, après la lutte de libération, l'armée nationale est constituée de soldats issus de la précédente armée du régime de Ian Smith mais aussi des révolutionnaires de la ZANU et de la ZAPU ayant fait la guérilla.

Au terme de la *Gukurahundi*, les estimations, très approximatives en raison des pratiques de la Cinquième brigade, donnent plusieurs milliers de victimes en quelques mois (Bratton 2016, 58). Il est intéressant de se questionner sur les principales motivations à une telle purge nationale, d'autant plus que les commanditaires de ces violences sont dans un négationnisme absolu.

Selon Joshua Nkomo interrogé durant son exil à Londres par un journaliste de l'émission *Panorama* (BBC 1983), la *Gukurahundi* ne se définit pas sur des lignes tribales mais plutôt politiques. Pourtant, nous pouvons nous questionner sur cette déclaration puisque les agresseurs sont des miliciens shonas proches du régime et s'attaquent uniquement aux Ndébélés du Matabeleland. Bien que la ZANU soit un parti dominé par les Shonas, quelques Ndébélés se trouvent dans son bureau exécutif et participent aux décisions du parti. Nous pouvons donc en conclure, en suivant les paroles de Joshua Nkomo, que Robert Mugabe instrumentalise une opposition ethnique historique entre les deux groupes afin de s'assurer un régime de parti unique. Cette hypothèse se trouve validée par le départ de Nkomo qui laisse, tôt dans le conflit, la ZAPU sans chef sur le territoire national et les Ndébélés sans « roi moderne » (Ndlovu-Gatsheni 2008, 36), et donc une avenue royale tant pour la ZANU comme parti hégémonique que pour les Shonas comme groupe ethnique dominant (Ndlovu-Gatsheni 2008, 36).

Nkomo affirme que l'usage de la violence n'est pourtant pas le meilleur moyen pour instaurer le parti unique, il pense que Mugabe aurait pu gagner les cœurs des opposants politiques. Cette vision quelque peu idéaliste d'un leader en exil qui se retient dans ses déclarations n'est pourtant pas représentative des antagonismes qui ont caractérisé la relation entre Mugabe et Nkomo, d'autant plus que ce dernier dispose d'un très large soutien dans le bastion du Matabeleland.

Au final, nous pouvons affirmer que l'idéal de régime à parti unique souhaité par Robert Mugabe dès les premiers mois après l'indépendance se réalise en 1987 quand la ZANU et la

ZAPU fusionnent pour former la ZANU-PF (*Patriotic Front*). Le processus de purge ethnique a servi les intérêts politiques d'un Mugabe qui voulait s'honorer d'être le seul et unique père de l'indépendance du Zimbabwe. De plus, comme l'avance Ndlovu-Gatsheni (2008, 47), la violence de la *Gukurahundi* était inévitable car elle représentait l'échec d'un mélange ethnique pacifique. Il affirme aussi que la violence était alors la seule forme d'invitation envoyée aux Ndébélés pour entrer dans la nation imaginée par les Shonas et concrétisée sous la forme du Zimbabwe (Ndlovu-Gatsheni 2008, 47).

Les méthodes introduites lors de la *Gukurahundi* sont le fruit des années militaires de Mugabe passées dans les camps révolutionnaires au Mozambique (Lebas et Compagnon 2004, 108). L'influence de ceux-ci sur sa politique sécuritaire est forte puisque nous allons le voir, un réel parallèle peut être tracé entre le groupe de la Cinquième brigade, ses milices politiques pendant la Troisième *Chimurenga* de 2000 et celles de la campagne électorale de 2008 (Compagnon 2011, 52-4).

3.1.2 Le référendum constitutionnel de 2000 et les élections présidentielles de 2002 : le régime se fragilise

3.1.2.1 2000 : le contre-exemple de la « renaissance africaine » de Thabo Mbeki

Alors que le rêve d'un régime à parti unique se réalise pour Robert Mugabe, il considère qu'il n'y a aucune raison de mettre le pouvoir politique dans la balance tous les cinq ans dans la mesure où la ZANU-PF a obtenu une légitimité politique fondamentale lors de la guerre pour l'indépendance (Ndlovu-Gatsheni 2012, 6). Cette idéologie du parti révolutionnaire à la légitimité théoriquement incontestable s'estompe pourtant à travers l'Afrique. Néanmoins, devant la nécessité d'apparaître démocratique aux yeux des bailleurs de fonds internationaux, il joue le jeu électoral et utilise celui-ci afin de légitimer de manière régulière la ZANU entre 1980 et le référendum de 2000 (Bratton et Masunungure 2008, 52 ; Norman 2004, 117).

Le référendum constitutionnel de 2000 vise d'ailleurs à établir une nouvelle Constitution nationale afin de s'accommoder de principes et valeurs moins issues de l'ère coloniale. Si cette

volonté est partagée par l'ensemble de la population du pays, c'est la tentative d'accroître grandement les pouvoirs du Président Mugabe qui crée des tensions (Bratton 2016, 75). Soumis au référendum national, la Constitution est rejetée, en plus grand nombre au sein du Matabeleland et dans les grandes agglomérations de Bulawayo et Harare tandis qu'un fort soutien au projet de la ZANU-PF est présent au Mashonaland et dans les zones rurales.

Ce revers face aux intentions grandissantes de Robert Mugabe est un nouveau tournant dans l'Histoire politique du pays (Bratton 2016, 74), dans un Zimbabwe qui connaît de plus en plus de crises alimentaires, où les services de bases ne sont pas assurés et où les droits politiques et socio-économiques sont menacés (Bourne 2011, 160-1). L'une des raisons de l'opposition au nouveau projet constitutionnel est la tenue du processus menant au référendum. En effet, la Commission constitutionnelle de la ZANU-PF dirigée par le gouvernement est critiquée car elle ne répond pas aux attentes (Bratton 2016, 74-5 ; Posner 2005, 256-7). Cette situation où une part de la population n'est plus écoutée favorise la création d'un nouveau parti, le *Movement for Democratic Change* (MDC), aujourd'hui encore le principal opposant à la ZANU-PF (Bourne 2011, 161-3 ; Bratton 2016, 66 ; Norman 2004, 115).

Le rejet de la nouvelle Constitution apporte la Troisième *Chimurenga*, cette politique d'expropriation des terres agricoles détenues par la minorité européenne au profit des proches du régime (Norman 2004, 118). Bien que cet événement soit marquant dans l'Histoire du pays, son déroulement a mis en opposition les Européens et le régime et cette préoccupation n'est pas au cœur de notre étude. Néanmoins, comme le fait remarquer très justement Richard Bourne en 2011 (163-4), outre la population européenne, les principales cibles de ce déchaînement de violences par les milices politiques de la ZANU-PF sont les foyers d'opposition qui rejoignent progressivement le MDC (Bratton 2016, 75). En plus de constituer une atteinte aux droits humains, cette oppression a des répercussions catastrophiques sur l'économie nationale qui

décline, en plus d'être aggravée par des climats de sécheresse, et mène à une famine prolongée pendant les années qui suivent (Bourne 2011, 166-7 ; Compagnon 2011, 185-90).

Si la Troisième *Chimurenga* peut difficilement être associée à une politique à visée ethnique envers la minorité ndébélé, nuanciant ainsi nos conclusions finales, « it illustrated how ZANU-PF was ready to declare war on significant sections of its own population in order to retain power » (Bourne 2011, 167). Nous constatons ainsi que le régime est prêt à tout pour se maintenir au pouvoir et n'est pas prêt à relâcher son emprise sur la politique nationale, même s'il faut recourir à la violence et aux milices politiques comme pendant la *Gukurahundi* (Bratton et Masunungure 2008, 41-2 ; Norman 2004, 125).

3.1.2.2 Les élections parlementaires de 2000 puis les présidentielles de 2002 : une opposition réprimée dans la violence et un retour du patriotisme exacerbé

En juin 2000, après une campagne harassante où les partisans de l'opposition sont victimes de violences et d'intimidations (Bourne 2011, 174), la ZANU-PF doit concéder quasiment la moitié des sièges du Parlement au MDC (Bourne 2011, 170 ; Bratton 2016, 67). Dans cette décennie de crises (économique, alimentaire, humanitaire, politique), le pouvoir de la ZANU-PF semble donc menacé pour une première fois dans son Histoire, notamment après l'échec référendaire. Bratton (2016, 73) rappelle alors de manière juste que la « ZANU-PF never fully transformed itself from a guerrilla movement to a democratic political party ». Cette caractérisation du parti au pouvoir justifie ainsi pourquoi les milices et forces de sécurité ont été favorisées par le régime afin qu'elles jouent un rôle accru dans la gouvernance du pays. C'est dans ce contexte que Bratton évoque le Zimbabwe comme une « forme militarisée d'autoritarisme électoral » (Bratton 2016, 73).

Après avoir instauré ce régime à parti unique, Robert Mugabe a donc fait face à ses premières défaites politiques et à un retour d'une opposition dans le jeu électoral. Pour autant, en vingt années de pouvoir depuis l'indépendance, il a su intégrer la ZANU-PF dans les

instances gouvernementales de l'État et l'on observe donc un néopatrimonialisme important (Bratton 2016, 74 et 86). Il est remarquable de voir que les élites dirigeantes du parti ont réussi à brouiller intentionnellement les frontières entre le parti et l'État (Bratton 2016, 74). Ceci a eu de forte conséquence sur l'application de la règle de droit dans le pays puisque les forces de police sont alors imbriquées avec les milices du parti comme les garantes de l'ordre public, mais aussi de la stabilité du régime (Bourne 2011, 185 et 195). Or, toujours dominée par la majorité shona, la ZANU-PF ne fait guère de place à la minorité ndébélé. Fondée sur l'idéologie d'une Histoire patriotique (Bratton 2016, 76 ; Ndlovu-Gatsheni 2012), le régime considère que tous ceux qui n'ont pas soutenu la ZANU-PF depuis la guerre de libération ne sont pas des patriotes dignes d'attention. La citation suivante faisant référence aux victimes de la sécheresse dans les zones rurales où l'opposition a fait ses meilleurs résultats le montre : « We don't want all these extra people... we would be better of with only six million [of] our own people who supported the liberation struggle » (Bratton 2016, 76).

Tandis que Joshua Nkomo, vice-Président du Zimbabwe depuis la fin de la *Gukurahundi*, décède en 1999, la minorité ndébélé n'a plus de porte-parole. Ces « extra people » que l'on peut imaginer comme étant les partisans de la défunte ZAPU sont surtout des Ndébélés. Bien que le débat politique perde quelque peu sa logique ethnique au début des années 2000 (Scarnecchia 2006, 227), principalement en raison de l'émergence du MDC comme parti libéral et tolérant, la distinction entre les patriotes et ceux qui ne le sont pas rappellent constamment l'infériorité des Ndébélés (Smith 1986, 220).

3.2 Les considérations ethniques laissent place à des enjeux de pouvoir internes au régime

3.2.1 Opération *Murambatsvina* (2005) : le régime détruit les foyers d'opposition

Les élections présidentielles de mars 2005 donnent une nouvelle fois un verdict favorable à la ZANU-PF. Néanmoins, le MDC continue à se maintenir à des scores inhabituels pour un parti d'opposition dans un régime autoritaire où l'intimidation et les violences

politiques ne semblent pas être suffisamment dissuasives. Ayant identifié les bastions du MDC dans les zones urbaines (Bourne 2011, 194), Robert Mugabe prend la décision, quelques semaines seulement après sa réélection, de faire raser les bidonvilles dans les principales villes du pays (Bourne 2011, 194). Ainsi, entre 650 000 et 700 000 foyers sont détruits et plus de 2,4 millions de Zimbabwéens sont impactés par cette mesure qui ne prévoit pas de plan de relocalisation pour les populations touchées (Bourne 2011, 194). Dans un double contexte d'urbanisation généralisée en Afrique et de crise économique majeure au Zimbabwe, les habitants de ces quartiers défavorisés sont dépossédés des logements insalubres qu'ils ont construit de leurs propres mains dans des conditions difficiles.

L'Opération *Murambatsvina* est donc une politique de nettoyage des indésirables, et particulièrement de l'opposition politique. Après les propos tenus sur les victimes de la famine, considérant qu'une sélection naturelle serait profitable au pays, il n'est pas étonnant de remarquer que le régime de Mugabe poursuit dans sa lancée. Mais quelles en sont les raisons et les motivations exactes ?

Tandis que le *big man* du Zimbabwe semble être fragilisé depuis l'échec référendaire de 2000, il entretient des politiques d'oppression violente à travers le pays. Alors que nous avons vu que les intentions de Mugabe étaient plus ethniques au cours des années 1980-1990, il semble avoir pris conscience que l'opposition politique s'est organisée autour de lignes plus libérales et englobantes. Par conséquent, l'Opération *Murambatsvina* peut être considérée comme un nettoyage politique où le recours à la violence est un symbole de la fragilité d'un régime qui ne dispose plus d'un succès économique lui permettant de légitimer ses politiques les plus contestables.

Malgré tout, le succès de l'opération est d'avoir montré la faiblesse de la capacité à réagir de l'opposition. Même dans des villes dirigées par des maires du MDC, les démolitions ont eu lieu et le principal parti d'opposition n'a pas eu la réactivité ni la logistique pour contrer

cette offensive. Pourtant, dans le cadre municipal, le gouvernement national a des prérogatives limitées (Kamete 2006, 258), celles-ci semblant avoir été négligées pendant cette opération caractérisée par le désordre et la violence. Cela amène à des dissensions au sein du MDC et à une scission en deux mouvements distincts à l'automne (Compagnon 2011, 43). Il faudra alors trois ans pour que le MDC se réorganise, principalement autour de Morgan Tsvangirai, la figure emblématique incarnant le parti.

L'Opération *Murambatsvina* est aussi la conséquence de la faiblesse de l'opposition selon Abiodun Alao. Ce dernier affirme que le MDC n'étant pas en mesure d'offrir des solutions concrètes à la crise économique qui s'est installée depuis 2000, la fenêtre d'opportunité pour le régime de Mugabe était trop belle pour qu'il puisse entreprendre des politiques impopulaires comme cette opération (Alao 2012, 96-7). Mis en danger à l'interne par l'association des vétérans de la guerre de libération dont l'influence sur le système politique ne pourrait être contestée, Mugabe a alors préféré répondre à leurs attentes (Kamete 2006, 261-2). Or, celles-ci correspondaient à un retour équitable des terres, agricoles comme urbaines, et la saisie de nombreuses fermes commerciales aux mains des Européens n'a pas été jugée suffisante. Il faut ainsi saisir la difficulté pour le Président à satisfaire les exigences de nombreux acteurs qui lui permettent de se maintenir en place. Lorsqu'il est poussé hors du siège présidentiel à l'automne 2017, Mugabe ne peut que constater que c'est le retrait des vétérans de la guerre et des *hard-liners* au sein de son parti qui le mène à sa perte.

En 2005, Robert Mugabe s'exprime aussi sur un regain d'identitarisme chez la population ndébélé qui réclame une autonomie accrue. Il déclare alors : « Zimbabwe is one entity and shall never be separated into different entities. It's impossible. I am saying this because there are some people who are saying let's do what Lesotho did. There is no Lesotho here. There is one Zimbabwe and one Zimbabwe only » (Ndlovu-Gatsheni 2008, 28). Cet appel à la raison et à l'unité est le signe évident d'un discours de fermeté dans un contexte fragile

d'instabilité politique. Bien que l'Opération *Murambatsvina* vise aveuglément les populations urbaines, qu'elles soient Shonas ou Ndébélés, la question du nationalisme ndébélé demeure une question sensible au milieu des années 2000. Néanmoins, peu de littérature spécialisée s'est intéressée à cet enjeu dont les ramifications sont certainement restées au niveau local et n'ont pas pu se hisser au niveau de la scène politique nationale.

Finalement, dans un système coopté par le régime, les forces de police ont perdu une grande crédibilité au sein de la population du Zimbabwe (Alao 2012, 104 ; Bratton et Masunungure 2006, 43). Une étude par sondages de Bratton et Masunungure (2006, 45) amène la conclusion que l'Opération *Murambatsvina* a relancé la popularité de l'opposition mais n'a pas été suffisante pour permettre un soulèvement populaire.

3.2.2 Manœuvres politiques pour le contrôle ethnique du parti

En prémisses d'une analyse de l'Opération *Mavhoterapapi*, il est important de revenir sur un aspect essentiel des développements politiques au sein de la ZANU-PF en 2004-2005. En effet, en novembre 2004, une première scission majeure s'opère dans le parti au pouvoir avec la Déclaration de Tsholotsho. Dans celle-ci, certains cadres du régime, dont l'actuel Président Emmerson Mnangagwa, s'expriment afin de demander un plus grand équilibre ethnique dans les hautes instances de la ZANU-PF (Bourne 2011, 191 ; Bratton 2016, 86 ; Lebas et Compagnon 2004, 121). Dominé par la communauté shona dont les ramifications sont nombreuses, comme présenté plus haut, le parti est sous la ferme emprise de la petite tribu des Zezurus dont est originaire Robert Mugabe. Sans vouloir entrer dans une anthropologie du groupe des Shonas, il est pertinent de préciser que les Zezurus sont représentés par Mugabe malgré leur faible poids démographique (Annexes 2 et 3). À l'opposé, les Karangas sont la communauté majoritaire au sein des Shonas et de la ZANU-PF (Annexe 2). Leurs revendications pour une plus grande visibilité et un meilleur accès aux hautes sphères du régime sont ainsi légitimes.

Or, tel Bachar el-Assad qui protège la communauté alaouite en Syrie d'une domination sunnite, Robert Mugabe semble apporter de la reconnaissance et une sécurité nécessaire aux Zezurus dans un environnement ethnique zimbabwéen difficile. Dans la vision de Robert Bates rappelée par Daniel Posner (2005, 3), les politiques ethniques permettent de coalitions pour les plus petits groupes qui s'assurent alors une sécurité sur le territoire national.

Dans un contexte économique compliqué où l'État ne répond plus aux attentes de sa population, les manœuvres politiques pour se positionner dans la succession d'un Mugabe vieillissant sont nombreuses (Alao 2012, 103 ; Bourne 2011, 191). En vertu d'un accord tacite datant de 1987 lors de la fusion entre la ZANU et la ZAPU pour former la ZANU-PF, le vice-Président du Zimbabwe est le successeur tout désigné de Robert Mugabe à son décès, d'où l'importance de ce poste au sein de la hiérarchie du parti (Maroleng 2005, 5). Pour se protéger d'un coup d'État qui viserait à rétablir un équilibre ethnique à la tête du régime, le Président fait alors élire Joice Mujuru, une cadre du parti de la communauté zezuru afin de s'assurer une continuité et une pérennité de la tribu au pouvoir (Maroleng 2005, 3 et 6). Face à ces combines politiques, Jonathan Moyo qui mène à l'époque la timide fronde contre Mugabe pour cette diversité ethnique s'exprime ainsi (Bourne 2011, 193) :

The current political and economic problems facing Zimbabwe are due to the fact that the country is being ruled by a hopelessly clueless, tired and terrified undemocratic clique which desperately wants to cling to power by fair means or foul at the clear expense of the national interest.

Cette fracture ethnique au sein de la ZANU-PF illustre bien la tension qui caractérise ce qui semble alors être la fin du parcours de Mugabe dont les partisans comme les opposants envisagent la succession (Mangongera 2014, 75).

3.2.3 Opération *Mavhoterapapi* (2008) : l'arbre qui cache la forêt

En 2008 ont lieu des élections présidentielles encore très contestées entre la ZANU-PF et l'opposition incarnée par le MDC. Si le candidat du dernier parti, Morgan Tsvangirai, devance Robert Mugabe au premier tour, l'entre-deux tours est une nouvelle période de terreur. Les partisans du MDC ne peuvent alors pas se rassembler ou apporter leur soutien à leur candidat. Pire encore, des milices gouvernementales de la ZANU-PF saccagent le siège du MDC, font des attentats dans les bureaux des journaux anti-ZANU-PF et intimident les électeurs de l'opposition aux urnes et menacent de violence physique tout partisan de Tsvangirai (Alao 2012, 104). Ce dernier se retire finalement de la course à la présidence quelques jours avant le scrutin décisif afin de protéger ses partisans des exactions commises.

Si l'on se circonscrit à ce moment de violences politiques, il semble que nous assistons à une oppression du régime envers l'opposition, sans considération pour l'identité ethnique des partisans de Tsvangirai, lui aussi membre de la communauté shona. Où se trouve donc l'enjeu purement ethnique dans cette campagne électorale de 2008 ? Tandis que ce scrutin attire l'attention médiatique et populaire, c'est en coulisses que se joue encore une fois l'avenir du pays dont le régime ne compte pas laisser aux mains du MDC. Une citation de Grace Mugabe : « even if people vote for MDC, Morgan Tsvangirai will never step foot inside State House » (Bratton 2016, 91). Cette élection constitue alors un nuage de fumée pour masquer la lutte de pouvoir au sein de la ZANU-PF, d'autant plus que la majorité shona n'hésite plus, lors de ce scrutin, à voter pour le MDC (Bourne 2011, 217).

Dans notre précédente section, nous avons montré que cette scission remonte à 2004. La ferme opposition de Mugabe à une réforme interne au parti n'a donc pas permis de clore le débat ethnique au sein des hautes instances de la ZANU-PF. Bratton considère que le vieillissement du dictateur et la dégradation continue de sa santé ont favorisé l'émergence au grand jour des luttes internes au régime (Bratton 2016, 174).

D'un côté se trouvent ainsi les *hard-liners* toujours représentés par Emmerson Mnangagwa, ancien ministre de la sécurité pendant la *Gukurahundi*, tandis que l'autre camp est incarné par Joice Mujuru (Lebas et Compagnon 2004, 121-2). L'opposition entre les deux personnalités demeure identique à la période troublée de 2004-2005. Pourtant, Mnangagwa, qui avait perdu les faveurs de Mugabe à ce moment en raison de ses demandes de réformes internes au parti, est revenu sur l'avant-scène en dirigeant efficacement les violences politiques ayant menées à la réélection de Mugabe en 2008 (Mangongera 2014, 72). Néanmoins, son origine Karanga lui apporte un soutien populaire qui inquiète le Président alors que Mujuru apparaît comme une successeuse plus modérée mais offrant des garanties sécuritaires à la communauté zezuru (Bratton 2016, 175).

Face à une faiblesse continuelle de l'opposition du MDC qui s'est séparé en deux groupes distincts en 2005 (Alao 2012, 103), Mugabe préfère prendre du recul et arbitrer la lutte entre les deux factions internes à la ZANU-PF sans risquer un coup d'État (Bratton 2016, 174). Pour calmer les ardeurs d'une population harassée par les violences politiques, Mugabe signera en février 2009 un accord pour partager le gouvernement avec le MDC qui fera de Tsvangirai le Premier ministre du Zimbabwe et de Robert Mugabe l'éternel Président. Mais, depuis 2013 et les élections présidentielles remportées par la ZANU-PF qui abolit le poste de Premier ministre cette même année, un flou persiste à la tête de l'État. Avec Emmerson Mnangagwa comme vice-Président après les luttes internes au régime, et Robert Mugabe toujours Président, Bratton (2016, 91) fait remarquer que l'on ne sait pas qui dirige en période de crise : le pouvoir militaire incarné par le poigne de Mugabe ou bien le pouvoir civil représenté par Mnangagwa ?

Conclusion

Au cours de cette recherche, nous avons pris le parti de s'inscrire dans une approche historique avec la méthode du *process tracing*. À l'issue de notre étude, nous approuvons entièrement ce choix puisque nous avons pu découvrir des enjeux liés aux questions ethniques au Zimbabwe que l'on n'aurait pas soupçonné si notre approche avait été trop portée sur l'Histoire moderne. Nous avons ainsi pu nous éloigner de l'écueil évoqué par Achille Mbembé (2000, 37) qui affirmait que l'Afrique est un continent dont la connaissance est saturée de sens et d'interprétations par les chercheurs. Une recherche historiographique nous a alors permis d'avoir une meilleure compréhension des identités ethniques et des difficultés auxquelles elles ont fait face, en plus d'observer l'évolution dans les réponses qu'elles ont tenté d'apporter.

L'analyse séquentielle prônée par Paul Pierson (2004, 19) a favorisé la caractérisation des conflits ethniques dans le pays comme des situations de longue durée, et non des conjonctures temporaires. Bien que nous avons décelé un relâchement dans le « harcèlement ethnique » que subissent les Ndébélés depuis une dizaine d'années, il est important de garder en tête que les coûts engendrés par un changement de cap en matière de politique ethnique serait coûteux pour le régime. Avec la résilience de Mugabe, il protège les Zezurus d'une forme de tyrannie de la majorité au sein du plus large groupe ethnique shona. Ceci a des conséquences importantes sur sa manière de diriger le pays depuis que l'équilibre ethnique de la ZANU-PF est remis en question en 2004.

Nous pouvons donc affirmer, au regard de notre démonstration dans notre ultime section, que le nationalisme ethnique prôné par Robert Mugabe n'a pas su s'actualiser et l'instrumentalisation qu'il a toujours fait des identités ethniques n'est plus autant un facteur de division que par le passé. Il semble avoir, après quelques succès, compris que l'idéologie de la *Chimurenga* mobilisée par la ZANU-PF une première fois au cours de la guerre d'indépendance n'est plus politiquement payante. Cette stratégie, conjointe à celle de la *Gukurahundi* qui consistait à supprimer les zones de résistance politique ne peut plus être au cœur de sa gestion

de l'État et de son maintien au pouvoir. Passé près d'être détrôné en 2008 lorsque le *Movement for Democratic Change* (MDC) place Morgan Tsvangirai en tête du premier tour de l'élection présidentielle, son salut réside alors dans la négociation et l'accommodement comme le reflète le partage de pouvoir entre 2009 et 2013.

Comme le montre le glissement idéologique à la fin de notre recherche, les identités ethniques ont joué un grand rôle dans l'élaboration des politiques sécuritaires de Robert Mugabe avant l'échec référendaire de 2000. Son instrumentalisation des questions ethniques a contribué à miner l'économie mais surtout le potentiel démocratique du Zimbabwe après l'indépendance durement obtenue en 1980. À partir de 2000, alors que le régime de parti unique semble menacé, c'est le maintien au pouvoir de Mugabe qui éclaire les décisions politiques de la ZANU-PF et du Président en fonction. Passant au travers des différentes élections, ce dernier n'a malgré tout pas pu agir comme un caméléon tel Mathieu Kérékou au Bénin. Comme tout dirigeant politique, Robert Mugabe a fait face au dilemme classique : développer ou se maintenir au pouvoir ? Après quelques tentatives pour donner au pays toute sa grandeur, il semble s'être enfermé dans une bulle afin de rester à la tête de l'État et l'instrumentalisation des identités ethniques a été, de toute évidence, son principal mécanisme de politique domestique jusqu'à 2000.

Un article de Francis Musoni (2014) précise d'ailleurs que le facteur ethnique n'est plus qu'une des sources de conflictualité parmi tant d'autres au Zimbabwe de nos jours²⁷. Bien que le parti du MDC soit dans la position inconfortable de l'opposition et ne dispose pas de milice comme la ZANU-PF, son idéologie programmatique et non ethnique lui vaut de continuer à exister là où les autres partis d'opposition depuis 1980 ont échoué. Néanmoins, la culture des

²⁷ Dans cet article, Musoni se concentre sur le district de Buhera où il montre que les questions de propriété de la terre sont toutes aussi importantes que le facteur ethnique dans les tensions qui existent au niveau local entre les différentes communautés.

campagnes politiques programmatiques n'est pas aussi implémentée dans les imaginaires collectifs au Zimbabwe qu'au Malawi (Devra et Lindberg 2009).

Finalement, son dernier souffle comme Président arrive à l'automne 2017 quand son parti le quitte après quelques jours de manifestations populaires. Son discours toujours agressif visant à trouver un ennemi au peuple zimbabwéen – tantôt les Européens au pays, tantôt les impérialistes occidentaux – ne trouve plus preneur. Il s'agit certainement d'une nouvelle réjouissante dans la mesure où l'on peut y déceler une volonté nationale de se défaire des discours nationalistes ethniques et diviseurs.

Néanmoins, avec ce changement à la tête du pays, nous pouvons émettre l'hypothèse que les coûts d'un changement de cap idéologique sont largement diminués, voire annulés en raison de la croyance populaire que le nouveau Président prendra un autre chemin. Notre optimisme nous pousserait donc à espérer que le prochain chef de l'État (les élections présidentielles se tiennent le 30 juillet 2018) opte pour une stratégie propice à la participation des différents groupes ethniques. Cet espoir est conforté par la volonté de certains dirigeants politiques et militaires à voir un retour au pays et au gouvernement des Européens expatriés (Karombo 2017 ; York 2018). Malgré tout, nous avons montré dans cette recherche à quel point les structures politiques sont verrouillées pour favoriser la majorité shona au détriment de la minorité ndébélé et il se pourrait que le départ de Robert Mugabe – principal promoteur de cette division ethnique – ne puisse pas faire évoluer en profondeur les mentalités et les pratiques des prochains gouvernements. Au-delà d'une classique opposition entre Shonas et Ndébélés, ce sont les tensions internes aux Shonas qui pourraient faire l'objet d'une nouvelle étude sur les méthodes de Mugabe en termes de politique domestique.

En l'absence de contraintes constitutionnelles pour renouveler la classe politique comme au Bénin, le Zimbabwe pourrait être pris dans les luttes internes à la ZANU-PF, surtout

si l'opposition ne trouve pas un moyen de s'unir derrière un leader charismatique car le pays a toujours favorisé l'idéologie de l'Homme fort.

Dépendance au sentier dans l'élite politique zimbabwéenne ou véritable changement, l'été 2018 semble être en mesure d'apporter quelques réponses préliminaires.

Bibliographie

- Alao, Abiodun. 2012. *Mugabe and the politics of security in Zimbabwe*. Montréal : McGill-Queen's University Press.
- Albaugh, Erika. 2011. « An autocrat's toolkit: adaptation and manipulation in 'democratic' Cameroon ». *Democratization* 18 (no 2) : 388-414.
- Amselle, Jean-Loup et Elikia M'Bokolo. 2005. *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Paris : La Découverte.
- BBC. 1983. *Panorama: The Matabele massacre*. 90 minutes.
- Beach, David. 1994. *The Shona and their neighbours*. Oxford : Blackwell.
- Becker, Peter. 1962. *L'Attila noir : ascension et conquêtes de Mzilikazi, fondateur de l'empire des Matabélés*. Traduction de J.-G. Chauffeteau. 1969. Paris : Plon.
- Blake, Robert. 1977. *A History of Rhodesia*. Londres : Methuen.
- Bourmaud, Daniel. 1997. « L'héritage précolonial ». Dans *La politique en Afrique*. Paris : Montchrestien : 7-23.
- Bourne, Richard. 2011. *Catastrophe: what went wrong in Zimbabwe?* Londres : Zed Books.
- Bratton, Michael et Eldred Masunungure. 2006. « Popular reactions to state repression: Operation Murambatsvina in Zimbabwe ». *African Affairs* 106 (no 422) : 21-45.
- Bratton, Michael et Eldred Masunungure. 2008. « Zimbabwe's long agony ». *Journal of Democracy* 19 (no 4) : 41-55.
- Bratton, Michael. 2016. *Power politics in Zimbabwe*. Boulder : Lynne Rienner Publishers.
- British South Africa Company. 1889. *Charter of the British South Africa Company*. Londres.
- Calhoun, Craig. 1993. « Nationalism and ethnicity ». *Annual Review of Sociology* 19 : 211-39.
- Chazan, Naomi et al. 1999. « Regimes in independent Africa ». Dans *Politics and society in contemporary Africa*. Boulder : Lynne Rienner : 137-58.
- Chrétien, Jean-Pierre et Gérard Prunier. 2003. *Les ethnies ont une histoire*. Paris : Khartala.
- Cohen, Ronald. 1978. « Ethnicity: Problem and focus in anthropology ». *Annual Review of Anthropology* 7 : 379-404.
- Collier, David. 1993. « The Comparative Method ». Dans A.W. Finifter, dir., *Political Science: The State of the Discipline II*. Washington DC : The American Political Science Association, 105-17.
- Collier, David. 2011. « Understand Process Tracing ». *PS: Political Science & Politics* 44 (no 4) : 823-30.
- Compagnon, Daniel. 2011. *A predictable tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press.
- Compagnon, Daniel. 2012. « The model of the political entrepreneur ». Dans Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo, dir., *Neopatrimonialism in Africa and beyond*. Abingdon : Routledge, 46-57.
- Devra, Moehler et Staffan Lindberg. « Narrowing the legitimacy gap: turnovers as a cause of democratic consolidation ». *Journal of Politics* 71 (no 4) : 1448-66.
- Eriksen, Thomas Hylland. 1993. *Ehnicity and nationalism*. Londres : Pluto Press.
- Forest, Philippe, Ernest Renan et Maurice Barrès. 1991. *Qu'est-ce qu'une nation ? Littérature et identité nationale de 1871 à 1914*. Paris : Éditions Pierre Bordas.
- Gahama, Joseph et Augustin Mvuyekure. 2003. « Jeu ethnique, idéologie missionnaire et politique coloniale ». Dans Jean-Pierre Chrétien et Gérard Prunier, dir., *Les ethnies ont une histoire*. Paris : Khartala, 303-24.
- Gazibo, Mamoudou. 2010. *Introduction à la politique africaine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, deuxième édition.
- Geertz, Clifford. 1973. *The Interpretation of cultures*. Londres : Fontana.
- Glass, Stafford. 1968. *The Matabele war*. Londres : Longmans.

- Hall, Martin et Rebecca Steffoff. 1951. *Great Zimbabwe: digging for the past*. New York : Oxford University Press.
- Hobsbawm, Eric. 1983. « Introduction: Inventing tradition' in the invention of tradition ». Dans Eric Hobsbawm et Terence Ranger, dir., *The Invention of tradition*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hegel, Friedrich. 1830. *La raison dans l'histoire*. Traduction de K. Papaioannou. 1965. Paris : Union générale d'édition 10/18.
- Herbst, Jeffrey. 2000. *States and power in Africa: comparative lessons in authority and control*. Princeton : Princeton University Press.
- Horowitz, Donald. 1985. *Ethnic groups in conflict*. Berkeley : University of California Press.
- Horowitz, Donald. 2002. « The Primordialists ». Dans Daniele Conversi, dir., *Ethnonationalism in the contemporary world: Walker Connor and the theory of nationalism*. New York : Routledge.
- Hutchinson, John et Anthony D. Smith. 1996. *Ethnicity*. New York : Oxford University Press.
- Kamete, Amin Y. 2006. « The return of the jettisoned: ZANU-PF's crack at 're-urbanising' in Harare ». *Journal of Southern African Studies* 32 (no 2) : 255-71.
- Karombo, Tawanda. 2017. « Zimbabwe's white farmers will get compensation – but they're not getting land back ». *Quartz Africa*. 9 décembre.
- Lebas, Adrienne et Daniel Compagnon. 2004. « Une alliance qui se délite ? Contrôle partisan et dynamiques internes dans la ZANU-PF (1999-2003) ». *Politique africaine* (no 93) : 105-24.
- Mangongera, Charles. 2014. « The military vs. democracy ». *Journal of Democracy* 25 (no 2) : 67-76.
- Maroleng, Chris. 2005. *Zimbabwe's 2005 elections: overture of finale?*. Pretoria : Institute for Security Studies.
- Marshall Hole, Hugh. 1926. *The making of Rhodesia*. Londres : Frank Cass & Co.
- Mbembé, Achille. 2000. « À propos des écritures africaines de soi ». *Politique africaine* (no 77) : 16-43.
- Médard, Jean-François. 1991. « L'État néopatrimonial en Afrique noire ». Dans Jean-François Médard, dir., *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*. Paris : Khartala : 323-53.
- Moerman, Michael. 1965. « Who are the Lue: ethnic identification in a complex civilization ». *American Anthropologist* 67 : 1215-29.
- Msindo, Enocent. 2007. « Ethnicity and nationalism in urban colonial Zimbabwe: Bulawayo, 1950 to 1963. *Journal of African History* 48 : 267-90.
- Msindo, Enocent. 2013. *Ethnicity in Zimbabwe: transformations in Kalanga and Ndebele societies, 1860-1990*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Musoni, Francis. 2014. « Forced resettlement, ethnicity and the (un)making of the Ndebele identity in Buhera district, Zimbabwe ». *African Studies Review* 57 (no 3) : 79-100.
- Nash, Manning. 1989. *The cauldron of ethnicity in the modern world*. Chicago : University of Chicago Press.
- Ndembou, Samuel. 2006. « La solidarité africaine relève de la générosité ». Dans Georges Courade, dir., *L'Afrique des idées reçues*. Paris : Belin, 207-12.
- Ndlovu-Gatsheni, Sabelo. 2008. « Nation building in Zimbabwe and the challenges of Ndebele particularism ». *African Journal on Conflict Resolution* 8 (no 3) : 27-55.
- Ndlovu-Gatsheni, Sabelo. 2009. *The Ndebele nation: Reflections on hegemony, memory and historiography*. Pretoria : University of South Africa Press.
- Ndlovu-Gatsheni, Sabelo. 2012. « Rethinking Chimurenga and Gukurahundi in Zimbabwe: A critique of partisan national history ». *African Studies Review* 55 (no 3) : 1-26.

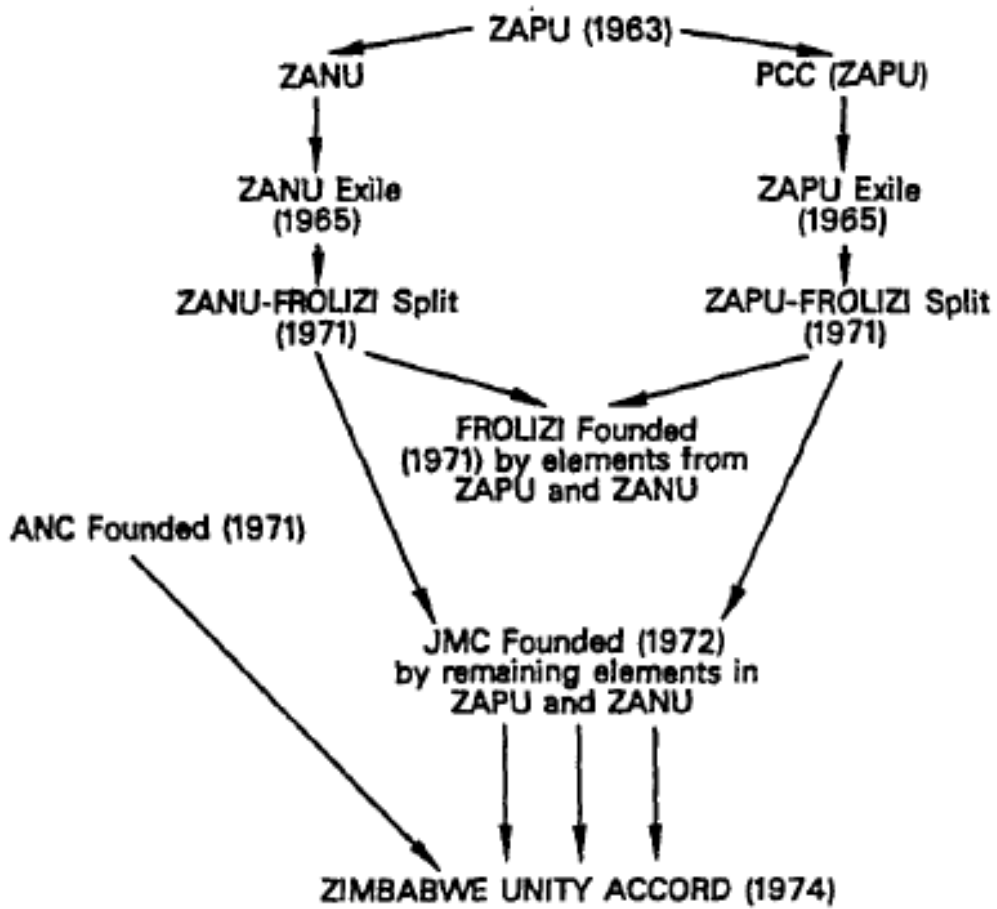
- Norman, Andrew. 2003. *Robert Mugabe and the betrayal of Zimbabwe*. Jefferson : McFarland & Co. Publishers.
- Pichon, Roland. 1975. *Le drame rhodésien : résurgence du Zimbabwe*. Paris : IDOC-France.
- Pierson, Paul. 2004. *Politics in Time. History, Institutions and Social Analysis*, Princeton, Princeton University Press.
- Posner, Daniel. 2005. *Institutions and ethnic politics in Africa*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Ranger, Terrence. 1967. *Revolt in Southern Rhodesia, 1896-7: a study in African resistance*. Londres : Heinemann.
- Rayner, William. 1962. *The tribe and its successors: an account of African traditional life and European settlement in Southern Rhodesia*. Londres : Faber and Faber.
- Reynolds, Andrew. 1999. *Electoral systems and democratization in Southern Africa*. Oxford : Oxford University Press.
- Rotberg, Robert. 1988. *The founder: Cecil Rhodes and the pursuit of power*. New York : Oxford University Press.
- Rothchild, Donald. 1997. *Managing ethnic conflict in Africa*. Washington D.C. : Brookings Institution Press.
- Scarnecchia, Timothy. 2006. « The 'Fascist Cycle' in Zimbabwe, 2000-2005 ». *Journal of Southern African Studies* 32 (juin) : 221-37.
- Seymour, Michel. *Plaidoyer pour les peuples victimes*. Texte non publié²⁸ : 1-15.
- Shamuyarira, Nathan. 1965. *Crisis in Rhodesia*. Londres : A. Deutsh.
- Shapiro, Ian et Will Kymlicka. 1997c. *Ethnicity and group rights*. New York : New York University Press.
- Sithole, Masipula. 1980. « Ethnicity and factionalism in Zimbabwe nationalist politics 1957-79 ». *Ethnic and Racial Studies* 3 (no 1) : 17-39.
- Sithole, Masipula. 1985. « The salience of ethnicity in African politics ». *Journal of Asian and African Studies* 20 (no 3-4) : 181-92.
- Sklar, Richard. 1993. « The African frontier for political science ». Dans Robert H. Bates, Valentin Y. Mudimbe et Jean O'Barr dir., *Africa and the disciplines, the contributions of research in Africa to the social sciences and the humanities*. Chicago : University of Chicago Press : 83-110.
- Smith, Anthony. 1981. « War and ethnicity: the role of warfare in the formation, self-images and cohesion of ethnic communities ». *Ethnic and Racial Studies* 4 (no 4) : 375-97.
- Smith, Anthony. 1986. *The ethnic origins of nations*. Oxford : Blackwell.
- Tamarkin, Mordechai. 1990. *The making of Zimbabwe: decolonization in regional and international politics*. Londres : Frank Cass.
- Verschoye, John. 1900. *Cecil Rhodes: political life and speeches, 1881-1900*. Londres : Chapman and Hall. Cité dans Pichon, Roland. 1975. *Le drame rhodésien : résurgence du Zimbabwe*. Paris : IDOC-France.
- Weber, Max. 1921. *Économie et société*. Traduction de Julien Freun et al. 1971. Paris : Plon.
- Wills, Alfred John. 1985. *An introduction to the history of Central Africa*. Londres : Oxford University Press.
- Yelvington, Kevin. 1991. « Ethnicity as a practice? A comment on Bentley ». *Comparative Studies in Society and History* 33 (no 1) : 158-68.
- Young, Crawford. 1994. *The African colonial state in comparative perspective*. New Haven : Yale University Press.
- York, Geoffrey. 2018. « After fleeing Zimbabwe, farmers reluctant to return ». *The Globe and Mail* (Johannesburg). 18 janvier.

²⁸ Ce texte nous a été accessible dans le cadre du cours « Justice internationale et les droits des victimes » suivie à l'École d'été du CÉRIUM en juin 2018.

Zimbabwe. 1980. *The Constitution of Zimbabwe*. Harare : Zimbabwe.

Annexes

Annexe 1 : Les différentes divisions dans le mouvement nationaliste entre 1963 et 1974 (Sithole 1980, 32)



Annexe 2 : Les groupes ethniques au Zimbabwe selon leur poids démographique et leur appartenance aux deux groupes majoritaires (Sithole 1980, 21)

Ethnic Group	Percentage
<i>A. Shona-oriented</i>	
Karanga	22
Zezuru	18
Manyika	13
Korekore	12
Rozwi	9
Ndau	3
	<u>77%</u>
<i>B. Ndebele-oriented</i>	
Ndebele	14
Kalanga	5
	<u>19%</u>
<i>C. Other</i>	
Tonga	
Sena	
Venda	4%
Sotho	
Hlengwe	

*Based on the 1969 Census.

Annexe 3 : La distribution des groupes ethniques au Zimbabwe (Sithole 1980, 22)

